

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

CC,CG/pk

Commission des Finances et du Budget et Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Procès-verbal de la réunion du 14 octobre 2011

ORDRE DU JOUR :

- 6350 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2011
- Rapporteur: Monsieur Gilles Roth
- Evolution de la situation budgétaire
- Echange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat avec les représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises

*

Présents : M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Lux, M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, M. Michel Wolter, membres de la Commission des Finances et du Budget

Mme Diane Adehm, M. Eugène Berger en remplacement de Mme Anne Brasseur, M. Félix Braz, M. Lucien Clement, M. Félix Eischen, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, M. Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, M. Robert Weber, M. Michel Wolter, membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. Luc Frieden, Ministre des Finances

Mme Sarah Khabirpour, Ministère des Finances

M. Georges Heinrich, Directeur du Trésor

M. Guy Heintz, Directeur de l'Administration des contributions directes

M. Alain Bellot, Directeur de l'Administration des Douanes et Accises

M. Pierrot Reding, de l'Administration des Douanes et Accises

M. Romain Heinen, Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines
M. Mathis Mellina, M. Roland Richardy, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

M. Jean Olinger, Inspection Générale des Finances

Mme Carole Closener, de l'administration parlementaire

Excusés : M. Norbert Hauptert, membre de la Commission des Finances et du Budget

Mme Anne Brasseur, membre de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission des Finances et du Budget

*

Evolution de la situation budgétaire

M. le Ministre précise d'emblée que son intervention se limitera à quelques remarques ponctuelles complémentaires, les principales données ayant déjà été présentées lors du dépôt du projet de budget, le 5 octobre dernier.

Le 1^{er} octobre 2011, le Gouvernement a envoyé une nouvelle notification à la Commission européenne (cf. annexes 1 et 2). D'après ces dernières prévisions, le déficit au niveau de l'administration publique (« General government ») devrait s'élever à -0,6% (soit environ -250 MEUR). Au niveau de l'administration centrale (« Central government »), le déficit devrait se chiffrer à -2,2% (soit environ -950 MEUR). M. le Ministre précise qu'il s'agit d'estimations qui peuvent subir des modifications, notamment, en raison du caractère non définitif des dépenses. Certaines dépenses rattachées à l'exercice 2011 seront seulement payées au cours des trois premiers mois en 2012.

Evolution des recettes et des dépenses

En ce qui concerne l'évolution des recettes et des dépenses (cf. annexes 3 et 4), les dépenses au 30 septembre 2011 (9.028 MEUR) dépassent légèrement les recettes (8.959 MEUR), ce qui se traduit par une situation de quasi-équilibre au niveau de l'administration centrale (solde négatif de -68 MEUR). Cette évolution, en ligne avec les prévisions budgétaires, s'explique par une forte croissance des recettes, grâce notamment à l'accélération du rythme des recouvrements et un bon développement du commerce électronique. Toutefois, d'après M. le Ministre, il serait dangereux d'extrapoler ces résultats pour plusieurs raisons. En premier lieu, le développement des recettes et des dépenses n'est pas linéaire et, en deuxième lieu, les dépenses relatives à un exercice sont comptabilisées sur quinze mois, alors que les recettes le sont sur douze mois. Un certain nombre de dépenses (notamment celles relatives à des projets d'infrastructure) devrait donc impacter négativement le solde budgétaire, ce qui explique le niveau estimatif du déficit de l'administration centrale au 31 décembre 2011 qui devrait se situer entre 700 et 900 MEUR.

Situation des recettes courantes de l'Etat au 30 septembre 2011

I. Contributions directes

Les recettes perçues dans cette catégorie dépassent de 496 MEUR (soit 13,6%) le niveau atteint à la même période en 2010, essentiellement en raison des bons niveaux de recettes de l'impôt sur les collectivités et de l'impôt sur les traitements et salaires.

Collectivités

Les recettes au 30 septembre 2011 (1.288 MEUR) dépassent de 140 MEUR (12,4%) celles perçues au 30 septembre 2010 (1.146 MEUR). Ce résultat s'explique principalement par les recettes générées par un seul établissement financier au titre de plusieurs années d'imposition.

Salaires et traitements

Les recettes au 30 septembre 2011 concernant la retenue d'impôt sur les traitements et salaires (1.716 MEUR) excèdent les recettes au 30 septembre 2010 de 9%. L'évolution favorable de cet impôt est en ligne avec les prévisions.

III. Enregistrement et Domaines

Les recettes perçues au 30 septembre 2011 (2.795 MEUR) dans cette catégorie dépassent de 337 MEUR (soit de 13,7%) celles perçues à la même période en 2010.

Ce dépassement est essentiellement dû à l'évolution favorable des recettes perçues au titre de la TVA (+267 MEUR par rapport au 30 septembre 2010, soit +14,5%), et de la taxe d'abonnement (+41,7 MEUR, soit +9,5%).

Les recettes de TVA ont été favorablement impactées par le développement positif de l'e-commerce. Quant à l'évolution de la taxe d'abonnement, la baisse des bourses se répercutera vraisemblablement sur le volume de cette catégorie de recettes.

*

La réunion se poursuit en présence des seuls membres de la Commission des Finances et du Budget.

6350 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2011

- Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

- Echange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat avec les représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises

M. le directeur de l'Administration des Douanes et Accises (ci-après « ADA ») apporte les commentaires suivants aux tableaux et graphiques distribués aux membres de la Commission (cf. annexe 6) :

- D'après les prévisions budgétaires 2012, les recettes de l'ADA devraient être relativement stables par rapport à 2011.
- Huiles minérales
D'après les estimations de l'ADA, en 2012 les ventes des produits aux pompes devraient rester sensiblement égales par rapport au niveau de 2011 qui peut être

qualifié d'excellent. Les ventes de 2.150 millions de litres diesel et de 480 millions de litres d'essence (chiffres escomptés pour 2011 et réécrits pour 2012) devraient générer ainsi 915 MEUR (hors TVA) de recettes. La TVA liée à ces recettes devrait se situer entre 250 et 300 MEUR. La part vendue aux non-résidents, estimée à 75% des ventes totales, s'explique par le différentiel (cf. annexe 3 de l'annexe 6). En ce qui concerne le diesel, la part vendue aux non-résidents, avoisine les 80%.

- Tabacs manufacturés

En raison de la hausse des prix de vente des cigarettes, la vente du tabac à rouler a progressé. Le tableau de l'annexe 5 met en évidence l'évolution du prix de vente d'un paquet de cigarettes (Maryland (25)), qui a été multiplié par deux et demi en 15 ans. Le niveau exceptionnel des ventes (la part vendue aux non-résidents s'élève à 90%) s'explique essentiellement par le différentiel élevé (cf. annexe 3 de l'annexe 6). En effet, la hausse du prix des tabacs est beaucoup plus prononcée dans les pays voisins, ce qui se traduit par une augmentation des « zones d'attraction ». Ainsi en 2009, face à une forte hausse des prix de vente dans les pays voisins, les recettes liées à la vente de tabacs ont connu un pic au Grand-Duché (cf. annexe 6 de l'annexe 6).

- Les recettes estimées en 2011, pour les huiles minérales et les tabacs semblent avoir atteint leur niveau maximal.

En raison de la lutte anti-tabac, la consommation de tabacs manufacturés a déjà fortement diminué et continuera à baisser à l'avenir. Pour mémoire, en 2006, la vente de cigarettes s'élevait à 6 milliards de pièces (en comparaison des 4 milliards actuels). Il convient de préciser toutefois que si le nombre de cigarettes vendues diminue, cette baisse est compensée par une hausse du prix de vente et ainsi des recettes de TVA et des accises ad valorem. Les recettes restent dès lors au même niveau malgré la baisse du nombre des cigarettes vendues.

En ce qui concerne les huiles minérales, il convient de noter que le transport routier est très sensible au ralentissement économique. De plus les véhicules utilisés dans le trafic international sont de plus en plus économiques en termes de consommation de carburant.

- Alcool

Les recettes d'accises sur les boissons alcooliques se situent à un niveau relativement stable de 25,5 MEUR par an.

- Taxe sur les véhicules

Les prévisions budgétaires 2012 s'élèvent à 67,5 MEUR, dont 40% (soit 27 MEUR) sont affectés au budget ordinaire. Etant donné que la taxe est basée sur les émissions de CO₂ et que le parc automobile national se rajeunit avec des voitures à faible taux d'émission, les recettes liées à la taxe sur les véhicules tendent à baisser, malgré l'accroissement du parc automobile.

Pour mémoire, les recettes liées à la taxe sur les véhicules s'élevaient à environ 35 MEUR avant la réforme, en 2006.

- UEBL

La clé de répartition est calculée sur base des consommations réelles effectuées au cours des exercices précédents et s'applique ensuite aux exercices futurs. Ainsi la clé, calculée sur base des années 2009 et 2010, s'élève pour les exercices 2011 et 2012 à 20,15562% pour le Luxembourg.

L'UEBL présente un certain nombre d'avantages mais elle entraîne aussi des coûts. Ainsi on peut estimer à 625 MEUR, le montant global que le Luxembourg a viré à la Belgique entre 2002 et 2012.

Echange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat avec les représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

M. le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (ci-après « AED ») apporte les commentaires suivants aux tableaux et graphiques distribués aux membres de la Commission (cf. annexe 7).

Evolutions et estimations budgétaires 2010-2012 (P.1)

Budget pour ordre

D'après l'AED, les estimations pour 2011 devraient dépasser de +150 MEUR le budget voté 2011. Ce niveau exceptionnel s'explique essentiellement par le bon développement du commerce électronique. A titre d'illustration, les recettes liées au commerce électronique étaient de 409 MEUR en 2010. Les prévisions 2011 s'élèvent à 522 MEUR, et les prévisions 2012 s'élèvent à 572 MEUR.

Le projet de budget 2012 a été élaboré en étroite collaboration avec le STATEC qui prévoit une croissance de la TVA pour ordre de +4,7% (développement du commerce électronique inclus).

L'introduction à l'AED de bureaux d'imposition spécialisés par secteur devrait par ailleurs contribuer à améliorer le rendement et se traduire par des recettes supplémentaires de l'ordre de 60 MEUR. Afin d'atteindre le taux de croissance prévu par le budget 2012 (+7% par rapport aux estimations 2011), il paraît néanmoins indispensable de maintenir le rythme actuel des remboursements.

Impôts, droits et taxes

- **TVA**

En déduisant de la TVA pour ordre le montant versé aux communautés européennes et celui versé au fonds communal de dotation financière, on obtient le montant net de la TVA inscrit au budget des recettes.

- **Droits d'hypothèques et**
- **Droits d'enregistrement**

Les estimations 2011 relatives à ces deux catégories de recettes se situent en-dessous des niveaux du budget voté 2011 qui était basé sur l'hypothèse d'une la réforme du crédit d'impôt qui aurait dû permettre de générer des recettes supplémentaires.

- **Taxe d'abonnement**

D'après les estimations 2011, les recettes devraient correspondre au budget voté 2011 (630 MEUR). Ce niveau a été réécrit pour le projet de budget 2012. Il est rappelé que le niveau de cette taxe est difficile à prévoir en raison de son caractère très volatile.

Recettes de l'exercice 2011 (P.3)

Il ressort de ce tableau (dernière colonne) que les remboursements, depuis le mois de juillet 2011, ont atteint des niveaux record (les chiffres noirs indiquent les remboursements annuels, les chiffres rouges renseignent les remboursements cumulés). Par ailleurs, à l'avenir, l'AED compte rembourser de façon automatique les montants inférieurs à 15.000 EUR sans contrôle des dossiers, afin d'éviter les faillites des PME.

Recettes de TVA pour ordre et par mois de 2007-2011 (P.4)

Le graphique illustre l'évolution à la baisse, depuis juillet 2011, de la TVA pour ordre.

Montants TVA pour ordre de 2006-2010 (Résultats cumulés) (P.5)

Il ressort du graphique que le niveau actuel des montants cumulés de TVA pour ordre dépasse le niveau atteint en octobre 2010.

Nomenclature statistique NACELUX (P.6) et Nomenclature statistique simplifiée (P.7)

Ces tableaux et graphique mettent en évidence la prédominance des secteurs « commerce, réparation d'automobiles et de moto. » et « commerce électronique » qui représentent respectivement 32% et 18% du total des recettes liées à la TVA.

Comparaison des 6 principaux secteurs (P.8)

- Au sujet du secteur G (commerce, réparation d'automobiles et de motocycles), il convient de relever que 36 MEUR de la progression de 48 MEUR proviennent du carburant.
- En ce qui concerne le secteur V (commerce électronique), les recettes au 30 septembre 2011 dépassent de 107 MEUR (soit 36%) le niveau de recettes au 30 septembre 2010.
- Les recettes liées aux produits alimentaires affichent une baisse de 10,3 MEUR par rapport à la même période en 2010.
- Suite à la réforme du régime TVA et à la modification subséquente du lieu d'imposition des prestations de services, la variation des recettes TVA perçues par le biais des banques s'élève à +20 MEUR.

Montants remboursements TVA 2007-2011 (P.9)

Les remboursements au 30.09.2011 ont atteint un niveau record qui s'explique par la volonté de l'AED d'effectuer les remboursements à un rythme accéléré.

Evolution du rapport « remboursements TVA / recettes TVA » (P.10)

Le pro rata remboursements par rapport aux recettes brutes s'élève actuellement à 0,32 (ce qui équivaut à 1 EUR remboursé pour 3 EUR perçus). Le rapport s'est progressivement amélioré depuis 2006.

Structure des montants TVA à recouvrer 2007-2011 (P.11)

Ces tableaux mettent en évidence l'amélioration du retard de recouvrement en mois, qui s'élève à 1,09 mois au 5 octobre 2011, et ce, malgré la forte croissance du nombre d'assujettis. A noter que le recouvrement a pu être amélioré grâce à l'activation des poursuites. Le retard semble toutefois avoir atteint un niveau incompressible.

Les chiffres relatifs aux faillites (420 MEUR) doivent être relativisés dans la mesure où l'AED est dépendante des jugements de clôture qui accusent un certain retard. Or, les montants ne peuvent faire l'objet d'une décharge en l'absence d'un jugement de clôture.

Structure des montants TVA à rembourser 2007-2011 (P.12)

Il convient de préciser que le montant de 499 MEUR correspond aux demandes de remboursement.

Afin de baisser ce montant, l'AED compte appliquer le principe de la procédure administrative non-contentieuse, c'est-à-dire effectuer le remboursement à la demande de l'assujetti sauf à lui communiquer les motifs de refus par courrier motivé.

Par ailleurs, les montants inférieurs à 15.000 EUR seront remboursés, en mi-octobre, sans contrôle des dossiers. Cette procédure, qui s'applique à un grand nombre d'assujettis, devrait contribuer à baisser le montant à rembourser d'environ 42 MEUR.

Remboursement logement TVA et taux de 3% (P.13)

Le montant de TVA remboursé diminue continuellement au profit de l'application directe du taux de 3% (cf. 3^e tableau).

Crédit d'impôt en matière d'enregistrement (P.14)

L'impact budgétaire cumulé (depuis 2002) s'élève à 1.165 MEUR, pour un nombre cumulé d'intervenants de 107.264.

Evolution mensuelle des droits d'enregistrement 2007-2011 (P.15)

La forte réduction des droits d'enregistrement entre 2008 (223 MEUR) et 2009 (106 MEUR) s'explique par l'abolition du droit d'apport. Depuis 2009, le niveau reste stable.

Evolution de la taxe d'abonnement 2007-2011 (P.16)

D'après les estimations de l'AED, le niveau inscrit au budget 2011 (630 MEUR) devrait pouvoir être atteint. Le résultat au 31.12.2011 serait ainsi en hausse par rapport à 2010 (595 MEUR) et 2008 (615 MEUR). Il convient de noter toutefois que l'actif net des fonds d'investissement a diminué de -170 MEUR depuis le début d'année pour s'élever fin septembre à 2.030 milliards d'euros.

Pro rata « actifs nets des OPC et recettes taxe d'abonnement » (P.18)

Ce tableau permet de constater que le pro rata « actifs nets des OPC et recettes taxe d'abonnement » a quasiment doublé depuis 2000 pour rester à un niveau relativement stable depuis deux ans. Le poids fiscal a ainsi été quasiment divisé par deux en l'espace de 10 ans. La forte augmentation du pro rata entre 2007 et 2009 s'explique par le regain d'intérêt pour les fonds monétaires (soumis au taux réduit de 0,01%) au détriment des fonds d'actions (soumis au taux normal de 0,05%). Il est rappelé que le taux de 0,05% s'applique à 48% de la valeur des fonds, le taux de 0,01% s'applique à 31%, et 21% bénéficient de l'exemption. A noter qu'en 2011 une nouvelle exonération a été introduite pour deux types de fonds : les fonds de micro finance et les ETF (exchange-traded funds).

*

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Avant l'abolition du régime des Holding 1929 (H29), ceux-ci généraient 35 MEUR en moyenne (en régime de croisière) de recettes liées à la taxe d'abonnement. Par rapport aux recettes totales de 630 MEUR, la part représentée par les H29 était donc mineure. Par ailleurs, les H29 ont été remplacés en partie par les SPF qui paient la taxe d'abonnement.
- La différence entre les prévisions du projet de budget et les estimations de l'AED s'élève à +68 MEUR et concerne la TVA pour ordre. Le niveau inscrit au projet de budget 2012 est de 2.968 MEUR, contre 2.900 MEUR, selon les estimations de l'AED. Cette différence n'appelle pas de commentaire particulier.
- La baisse des droits de succession entre 2009 et 2010 s'explique par la réforme opérée par la loi du 18 décembre 2009 relative aux droits de succession et de mutation par décès (...). Cette loi a aboli certains cas de traitement inégal qui existaient auparavant en matière de droits de succession et de mutation par décès suivant les cas où le défunt avait ou non son dernier domicile sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.
- L'impact de la nouvelle réforme du crédit d'impôt (basé sur le critère d'amélioration de l'efficacité énergétique) devrait se chiffrer à environ 15 MEUR (de recettes supplémentaires). En effet, un certain nombre de biens immobiliers existants ne devraient plus pouvoir bénéficier de cette mesure à l'avenir.
- Concernant le commerce électronique, celui-ci se développe très favorablement en dépit de l'expiration du régime actuel en 2015. L'assujetti principal a doublé ses chiffres en 2011, ce qui s'est traduit par le doublement des recettes TVA (de 100 à 200 MEUR).
- Le projet, actuellement très discuté, de création au niveau européen, d'une taxe sur les transactions financières (TTF), vise à créer des ressources propres pour le budget de l'UE. L'introduction de la TTF marquerait la fin de la taxe d'abonnement.

Divers

Suite à la réunion du 30 septembre 2011, au cours de laquelle les documents COM (2011) 483 et COM (2011) 482 avaient été analysés, les membres de la Commission décident de ne pas rédiger d'avis motivé ou politique.

Luxembourg, le 14 octobre 2011

La secrétaire,
Carole Closener

Le Président de la Commission des Finances
et du Budget,
Michel Wolter

La Vice-Présidente de la Commission du
Contrôle de l'exécution budgétaire,
Lydia Mutsch

Annexes :

Annexe 1 - Table 1 : Reporting of government deficit/surplus and debt levels and provision of associated data

Annexe 2 - Table 1 : Reporting of government deficit/surplus and debt levels and provision of associated data

Annexe 3 - Administration centrale 2011 – Evolution des recettes et dépenses (1.)

Annexe 4 - Administration centrale 2011 – Evolution des recettes et dépenses (2.)

Annexe 5 - Situation des recettes courantes de l'Etat au 30 septembre 2011

Annexe 6 - Dossier présenté par l'Administration des Douanes et Accises

Annexe 7 - Dossier présenté par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

Table 1: Reporting of government deficit/surplus and debt levels and provision of associated data

Member state: Luxembourg Data are in millions of Euro Date: 30/09/2011	ESA 95 codes	Year				
		2007	2008	2009	2010	2011
		final	final	final	half-final	estimated
Net borrowing (-)/ net lending (+)	EDP B.9					
General government	S.13	3,7%	3,0%	-0,9%	-1,1%	-0,6%
- Central government	S.1311	0,9%	-0,1%	-2,7%	-2,6%	-2,2%
- State government	S.1312					
- Local government	S.1313	0,4%	0,4%	-0,1%	0,0%	0,2%
- Social security funds	S.1314	2,4%	2,7%	2,0%	1,6%	1,5%
General government consolidated gross debt		final	final	final	half-final	estimated
Level at nominal value outstanding at end of year		6,7%	13,7%	14,8%	19,1%	18,2%
<i>By category:</i>						
Currency and deposits	AF.2	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	
Securities other than shares, exc. financial derivatives	AF.33	0,0%	5,1%	5,3%	9,9%	
Short-term	AF.331	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Long-term	AF.332	0,0%	5,1%	5,3%	9,9%	
Loans	AF.4	6,2%	8,2%	8,9%	8,6%	
Short-term	AF.41	0,9%	1,0%	1,1%	1,2%	
Long-term	AF.42	5,3%	7,2%	7,8%	7,4%	
General government expenditure on:						
Gross fixed capital formation	P.51	3,3%	3,2%	3,7%	4,1%	4,2%
Interest (consolidated)	EDP D.41	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%
<i>p.m.: Interest (consolidated)</i>	D.41 (uses)	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%
Gross domestic product at current market prices	B.1*g	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

(1) Please indicate status of data: estimated, half-finalized, final.

Anexo 1

Table 1: Reporting of government deficit/surplus and debt levels and provision of associated data

Member state: Luxembourg Data are in millions of Euro Date: 30/09/2011	ESA 95 codes	Year				
		2007	2008	2009	2010	2011
		final	final	final	half-final	estimated
Net borrowing (-)/ net lending (+)	EDP B.9					
General government	S.13	1 380	1 193	-337	-427	-247
- Central government	S.1311	354	-58	-1 021	-1 049	-947
- State government	S.1312	M	M	M	M	M
- Local government	S.1313	139	170	-47	-8	66
- Social security funds	S.1314	888	1 081	731	630	633
General government consolidated gross debt		final	final	final	half-final	estimated
Level at nominal value outstanding at end of year		2 502	5 395	5 527	7 672	7 778
<i>By category:</i>						
Currency and deposits	AF.2	161	177	194	207	
Securities other than shares, exc. financial derivatives	AF.33	0	2 000	2 000	4 000	
Short-term	AF.331	0	0	0	0	
Long-term	AF.332	0	2 000	2 000	4 000	
Loans	AF.4	2 341	3 218	3 333	3 465	
Short-term	AF.41	342	380	405	479	
Long-term	AF.42	1 999	2 838	2 929	2 986	
General government expenditure on:						
Gross fixed capital formation	P.51	1 236	1 267	1 397	1 657	1 775
Interest (consolidated)	EDP D.41	89	127	139	163	214
<i>p.m.: Interest (consolidated)</i>	D.41 (uses)	89	127	139	163	214
Gross domestic product at current market prices	B.1*g	37 491	39 436	37 393	40 267	42 707

(1) Please indicate status of data: estimated, half-finalized, final.

2011

Annexe 3



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

1.

Administration centrale 2011 Evolution des recettes et dépenses

	Situation fin septembre			
	2010	2011	variation	
			en millions	en %
Dépenses.	8 519,9	9 028,1	+ 508,3	+6,0%
Recettes.	7 912,6	8 959,4	+1 046,8	+13,2%
Solde	-607,2	-68,7	-	-

Notes: les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

20
11



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

2.

Administration centrale 2011

Evolution des recettes et dépenses

(SEC 95)

	Situation fin septembre			
	2010	2011	variation	
			en millions	en %
Dépenses				
1. Consommation intermédiaire	596,5	624,6	+ 28,1	+4,7%
2. Formation de capital	662,0	639,3	- 22,8	-3,4%
3. Rémunération des salariés	1 675,8	1 757,5	+ 81,8	+4,9%
4. Subventions (Services publics d'autobus, logement...)	441,0	464,2	+ 23,2	+5,3%
5. Revenus de la propriété (intérêts débiteurs)	63,4	91,3	+ 27,9	+44,0%
6. Prestations sociales autres qu'en nature (Chômage, RMG...)	713,0	787,1	+ 74,1	+10,4%
7. Prestations sociales en nature	56,7	57,7	+ 1,0	+1,7%
8. Autres transferts courants (Pensions, Maladie, Famille, Communes) ..	4 015,4	4 295,8	+ 280,4	+7,0%
9. Transferts en capital	302,7	329,3	+ 26,5	+8,8%
10. Corrections sur actifs non financiers non produits	-6,7	-18,6	- 11,9	+176,8%
Dépenses totales	8 519,9	9 028,1	+ 508,3	+6,0%
Recettes				
11. Impôts sur la production	3 242,2	3 740,5	+ 498,3	+15,4%
12. Impôts courants sur le revenu	3 654,3	4 115,0	+ 460,7	+12,6%
13. Autres recettes	1 016,1	1 103,9	+ 87,8	+8,6%
Recettes totales	7 912,6	8 959,4	+1 046,8	+13,2%
Solde	-607,2	-68,7	-	-

Notes: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

SITUATION DES RECETTES COURANTES DE L'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2011

(tous les montants sont exprimés en mio. EUR)	Recettes au 30.09			Budget	Compte prov.	Compte	Variation 10/11	
	2011	2010	2009	2011	2010	2009	en mio. EUR	en %
I. Contributions directes	4 133,9	3 637,9	3 521,0	5 055	4 864	4 663	496,0	13,6
1. Collectivités [1]	1 288,1	1 146,2	1 097,0	1 450	1 470	1 417	141,9	12,4
2. Assiette [1]	413,0	384,2	338,2	530	529	479	28,8	7,5
3. Salaires et traitements	1 716,4	1 573,6	1 499,8	2 260	2 120	1 996	142,8	9,1
4. Impôt de solidarité	138,0	80,2	76,6	202	110	122	57,7	72,0
5. Revenus de capitaux	217,2	204,2	209,5	220	288	261	12,9	6,3
6. Fortune [2]	196,3	134,4	155,8	180	208	211	61,9	46,1
7. Retenue libératoire nationale sur intérêts	29,3	25,0	48,4	35	29	55	4,2	16,9
8. Contribution de crise [3]	53,2	...	...	73	0	0	...	...
9. Retenue sur revenus d'épargne (non-résidents)	32,4	40,8	50,1	45	41	58	-8,4	-20,5
10. Jeux de casino (recettes brutes)	15,9	15,9	16,1	22	23	24	-0,1	-0,5
11. Contributions directes - autres	34,2	33,3	29,6	39	46	40	0,9	2,8
<i>Pour mémoire: impôt commercial communal [2]</i>	<i>592,9</i>	<i>449,3</i>	<i>448,0</i>	<i>560</i>	<i>586</i>	<i>590</i>	<i>134,6</i>	<i>32,0</i>
II. Douanes & accises	1 027,9	942,5	920,5	1 292	1 280	1 255	85,4	9,1
12. Recettes UEBL brutes	752,8	718,2	701,3	970	972	954	34,5	4,8
Versements nets à la Belgique effectués	-22,1	...	...	0	-3	0	...	...
Versements nets à la Belgique à effectuer	...	...	...	0	0	-3	...	...
Recettes brutes moins vers. effectués/à effectuer	774,9	718,2	701,3	970	975	957	56,6	7,9
13. Droits d'accises sur huiles minérales	128,3	104,5	92,6	160	144	127	23,8	22,8
14. Droits d'accises sur cigarettes	56,1	53,4	48,1	75	71	65	2,6	4,9
15. Taxe sur les véhicules automoteurs (brute)	49,3	49,1	56,6	62,5	65	72	0,2	0,5
16. Douanes & accises - autres	19,4	17,4	21,8	25	26	33	2,0	11,6
III. Enregistrement & domaines	2 795,6	2 458,6	2 298,0	3 561	3 358	3 114	337,0	13,7
17. Droits d'enregistrement	92,9	76,7	72,3	160	115	107	16,2	21,1
18. Taxe sur la valeur ajoutée (recettes brutes) [4]	2 114,6	1 847,3	1 768,8	2 608	2 491	2 364	267,2	14,5
19. Taxe d'abonnement [5]	480,3	438,6	349,1	630	595	479	41,7	9,5
20. Taxe sur les assurances	31,5	30,1	30,8	38	38	38	1,5	4,9
21. Enregistrement & domaines - autres	76,4	66,0	77,0	125	120	127	10,4	15,7
<i>Pour mémoire: Droits de succession [6]</i>	<i>34,8</i>	<i>33,0</i>	<i>39,4</i>	<i>49</i>	<i>46</i>	<i>52</i>	<i>1,8</i>	<i>5,4</i>
TOTAL DES RECETTES [I+II+III]	7 957,4	7 039,1	6 739,4	9 908	9 503	9 032	918,4	13,0
IV. Trésorerie de l'Etat	328,60	298,9	219,6	209	362	308	29,7	9,9
TOTAL DES RECETTES [I+II+III+IV]	8 286,0	7 338,0	6 959,0	10 117	9 864	9 340	948,1	12,9

[1] Avances trimestrielles dues en mars, juin, septembre et décembre.

[2] Avances trimestrielles dues en février, mai, août et novembre.

[3] La contribution de crise, à charge des personnes physiques, est perçue sur tous les revenus professionnels, de remplacement et du patrimoine pour les années 2011 et 2012. Le taux de la contribution de crise est fixé à 0,8 %.

[4] La TVA brute est répartie comme suit: (a) recettes à titre de ressources propres à verser à l'UE, (b) contribution assise sur le RNB à verser à l'UE, (c) alimentation du fonds communal de dotation financière et (d) quote-part des recettes brutes à transférer au budget ordinaire des recettes.

[5] Avances trimestrielles dues en janvier, avril, juillet et octobre.

[6] Recette en capital

Annexe 5



Annexe 6

DIRECTION
N° : Budget 2012/ACC/11

Annexe(s): 17 feuilles

Luxembourg, le 12 octobre 2011

Transmis par FAX

**Monsieur le Président
de la
Commission des Finances
Chambre des Députés
Luxembourg**

Comme les années précédentes, veuillez trouver ci-joint, pour l'entrevue du 14 octobre 2011, des tableaux illustrant l'évolution des recettes en accises et notamment des produits de tabac et de l'essence / diesel.

Pour le Directeur des Douanes & Accises


Pierrot REDING
Inspecteur de direction 1^{er} e.r.



Luxembourg, le 12 octobre 2011

**Note concernant l'évolution des principales recettes de l'Administration des
Douanes et Accises en 2012.**

Huiles minérales.

En ce qui concerne les accises sur les huiles minérales, la plus importante recette de l'administration, il y a lieu d'évaluer que les ventes des produits aux pompes ne varieront guère, de sorte que les chiffres escomptés pour 2011, c.-à-d. 2,150 millions de litres diesel et 480 millions de litres d'essence peuvent être réécrits pour 2012.

En effet même si le trafic international semble être à la hausse, il ne faut pas sous-estimer que les véhicules utilisés dans le trafic international correspondent de plus en plus à la norme EURO5, qui rend possible des gains en terme de consommation d'environ 25%. Aussi la flotte nationale en voitures privées et camions a-t-elle rajeuni substantiellement rendant possible des consommations nettement plus basses. En plus ne faut-il pas oublier que le différentiel avec la Belgique va diminuer en 2012. De ce qui précède l'administration reste prudente dans ses estimations et n'applique pas d'augmentation linéaire basée sur les progressions historiques.

La réécriture des quantités estimées de 2011 nous semble donc réaliste.

Le total des recettes sur les carburants (accise U.E.B.L., accise autonome, contribution sociale, contribution changement climatique) se chiffrera ainsi à +/- 915 millions € hors TVA.

Tabacs manufacturés

Pour ce qui est des accises sur les produits de tabacs, estimées pour 2011 à un total (U.E.B.L. et autonomes) de 530 millions € hors TVA, les estimations pour 2012 reposent sur les principaux chiffres suivants :

Cigarettes	4.050.000.000 pièces
Tabacs	3.800 tonnes

qui correspondent aux chiffres estimés de 2011.

Les ventes de cigarettes dirigées toujours vers la baisse (le tabac avec une légère augmentation) le relèvement des accises prévu pour 2012 sur ces produits aura comme résultat une augmentation du prix de vente de +/- 20-25 €cts par paquet de cigarettes, ce qui pourra générer une recette supplémentaire de +/- 12 millions si les quantités vendues ne continuent pas à diminuer.

Alcool

Depuis quelques années les variations des recettes d'accises sur les boissons alcooliques sont minimales et négligeables.

Nous avons donc réécrit les chiffres estimés pour 2011, soit un total (U.E.B.L., taxe de consommation) de 25.500.000€.

Taxe sur les véhicules

Les recettes inscrites pour l'année 2012 sont estimées à 67.500.000 € dont 40% sont affectés au budget ordinaire, 40% au Fonds climat et énergie et 20% au Fonds communal de dotation financière.

Décompte U.E.B.L.

Vu les soldes en faveur du Luxembourg des années 2009 et 2010 (25 millions d'euros), la clé de répartition en faveur du Luxembourg a diminué de 0,84224% et s'élève pour les années 2011/2012 à 20,15562% (Belgique 79,84438%)

Vu que les recettes d'accises communes ne sont pas connues définitivement au 31 décembre 2011 mais qu'il y a lieu d'attendre également les recettes d'accises communes de la Belgique pour pouvoir effectuer le décompte final pour l'année 2011, les estimations pour l'article 64.5.36.010 restent toujours assez hasardeuses. On estime pour l'année 2011 une tendance vers une soulte en faveur de la Belgique de +/- 50 millions tandis que pour l'exercice 2012 il est estimé qu'aucune soulte ne sera payable envers la Belgique sous condition d'une reprise des recettes.

A. Bellot
Directeur des douanes et accises

P. Reding
Chef de Division - Accises

ANNEXES :

- 1) Tableau des taux d'accise appliqués depuis le 1/02/2010
- 2) Tableau comparatif des recettes (août 2008 – 2011)
- 3) Différentiels avec les pays limitrophes
- 4) Evolution des taux d'accise sur les produits de tabac
- 5) Evolution du prix de vente (1993 – 2011) d'un paquet Maryland
- 6) Evolution des recettes cigarettes / tabac
- 7) Evolution des quantités cigarettes / tabac
- 8) Evolution des taux d'accise sur l'essence et le diesel
- 9) Evolution des recettes (2000 – 2011) sur les produits énergétiques et l'électricité.
- 10) Evolution des quantités (2000 – 2011) d'essence et de diesel
- 11) Consommation 2011 par mois des carburants essence + diesel
- 12) Recettes globales douanes et accises

Tableau des taux d'accise applicables au Grand-Duché de Luxembourg
à partir du 1er février 2011

		UEBL (col. 1)	autonomes lux. (col. 2)	total	TVA p.m.
P r o d u i t s a l c o o l i q u e	Bières (hl ° Plato) production annuelle de 50.000 hl (cat 1) 200.000 hl (cat 2) > 200.000 hl (cat 3)	0,3966 € 0,4462 € 0,7933 €	0,00 € 0,00 € 0,00 €	0,3966 0,4462 0,7933	15% 15% 15%
	Vins tranquilles (/hl) > 13°	0,00 € 0,00 €	0,00 € 0,00 €	0,0000 0,0000	12% 15%
	Vins mousseux (/hl)	0,00 €	0,00 €	0,0000	15%
	Autres boiss. fermentées (/hl)	0,00 €	0,00 €	0,0000	15%
	Autres b.ferm.mousseuses (/hl)	0,00 €	0,00 €	0,0000	15%
	Produits intermédiaires (/hl) > 15°	47,0998€ 66,9313€	0,00 € 0,00 €	47,0998 66,9313	15% 15%
	Surtaxe sur les boissons confectionnées /hl	0,00 €	600,00 €	600,0000	15%
	Alcools (hl 100% vol)	223,1042€	818,0486€	1 041,1528	15%
	Cigarettes ad valorem + spécif. (/1000 pièces)	45,84% 6,8914€	2,00% 10,00 €	47,84% 16,8914 €	15% 15%
	Cigares / Cigarillos 5% (min 15€/1000)	5%	5% 5,60 € min 24,82€/kg	10% 15%	15%
	Tabacs fine coupe + spécif /kg Tabacs à fumer + spécif /kg	31,5% 31,5%	5,60 € min 24,82€/kg 5,60 € min 24,82€/kg	15% 15%	
T a b a c s	Essence (1000 l) (1) - au plomb (p.m.) (2) (3)	245,4146€	113,08 € 138,17 € 20,00 €	516,6646	15%
	(1) - sans plomb > 10mg/kg soufre (2) (3)	245,4146€	61,00 € 138,17 € 20,00 €	464,5846	15%
	(1) - sans plomb <= 10mg/kg soufre (2) (3)	245,4146€	58,51 € 138,17 € 20,00 €	462,0946	15%
	Pétrole lampant (1000 l) - carburant - usage indust./comm. - chauffage	294,9933€ 18,5920€ 0,00 €	35,0067 € 2,41 € 10,00 €	330,0000 21,0020 10,0000	15% 15% 12%
	Gasoil (1000 l) utilisé comme carburant (1) - contenant > 10mg/kg soufre (2) (3)	198,3148€	68,84 € 31,20 € 25,00 €	323,3548	15%
	(1) - contenant <= 10mg/kg soufre (2) (3)	198,3148€	65,4852 € 31,20 € 25,00 €	320,0000	15%
	- usage indust./comm. - chauffage - usage agricole, horticole, etc.	18,5920€ 0,00 € 0,00 €	2,41 € 10,00 € 0,00 €	21,0020 10,0000 0,0000	15% 12% 15%
	Carburants bio à l'état pur	0,00 €	0,00 €	0,0000	
	Fuel lourd (1000 kg)	13,0000 €	2,00 €	15,0000	15%
	LPG/Méthane (1000 kg) - carburant - usage indust./comm. - chauffage	0,00 € 37,1840€ 0,00 €	101,64 € 0,00 € 10,00 €	101,6400 37,1840 10,0000	6% 6% 6%
	Charbon et coke	0,00 €	0,00 €	0,0000	12%
	Gaz naturel - carburant combustible / MWh	0,00 €	0,00 €	0,0000	6%
	(4) consommation/an < 550MWh cat. A	0,00 €	1,08 €	1,0800	6%
	(5) consommation/an > 550MWh cat. B	0,00 €	0,54 €	0,5400	6%
	(6) consommation/an > 4100 MWh cat C1	0,00 €	0,05 €	0,0500	6%
	(7) consommation/an > 4100 MWh cat C2	0,00 €	0,30 €	0,3000	6%
	(8) cogénération cat. D	0,00 €	0,00 €	0,0000	6%
E L E C T	Electricité consommation/an en MWh cat A (<= 25 MWh) cat B (> 25 MWh) cat.C (procédés métal./minéral.)	0,00 € 0,00 € 0,00 €	1,00 € 0,50 € 0,10 €	1,0000 0,5000 0,1000	6% 6% 6%

- (1) accise autonome
- (2) contribution sociale
- (3) contribution climatique
- (4) les points de comptage affichant une consommation de gaz naturel annuelle inférieure ou égale à cinq cent cinquante mille kWh font partie de la catégorie A;
- (5) les points de comptage affichant une consommation de gaz naturel annuelle supérieure à cinq cent cinquante mille kWh font partie de la catégorie B, à l'exception de ceux de la catégorie C1, C2 et D;
- (6) les points de comptage affichant une consommation annuelle supérieure à quatre millions cent mille kWh et participant au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre hormis ceux de la catégorie D, ou utilisant le gaz naturel principalement pour la réduction chimique ou dans les procédés métallurgiques ou minéralogiques font partie de la catégorie C1;
- (7) les points de comptage affichant une consommation annuelle supérieure à quatre millions cent mille kWh et dont les débiteurs de la taxe s'engagent à la réalisation d'une amélioration substantielle de leur efficacité énergétique globale par accord à conclure entre le Gouvernement et l'entreprise concernée respectivement un représentant mandaté par cette entreprise font partie de la catégorie C2.
L'accord à conclure sera doté d'une clause de sanction en cas de non-respect des engagements.
En absence d'un accord conclu, les points de comptage concernés font d'office partie de la catégorie B;
- (8) les points de comptage utilisant le gaz naturel pour la production d'électricité font partie de la catégorie D.

NATURE DES RECETTES	Fin Août	Fin Août	Fin Août	Fin Août
	2 008	2 009	2 010	2 011
Droits d'entrée	12 609 524	8 322 523	9 996 296	11 943 813
Droits CECA			0	0
Montants agricoles à l'importation	565 202	301 785	198 658	256 973
Montants agricoles à l'exportation			272	1 240
Droits antidumping	1 970	25 718	900 432	492 900
Droits antidumping CECA			0	0
Droits compensatoires			0	124
Total :	13 176 696	8 650 026	11 095 658	12 695 050
Accise bières étrangères	1 288 589	1 363 545	1 412 358	1 476 201
Accise bières indigènes	1 155 837	1 114 956	1 045 088	1 073 200
Vins		0	0	0
Accise alcools indigènes	40 893	50 470	33 885	42 607
Accise alcools étrangers	3 782 391	3 862 695	3 621 739	3 800 200
Vins mousseux		0	0	0
Accise tabacs	290 620 499	273 771 822	280 819 435	288 884 590
Accise huiles minérales	377 951 170	343 584 188	344 890 144	370 162 338
Accise produits intermédiaires	718 224	698 229	669 707	678 110
Total :	675 557 602	624 445 905	632 492 355	666 117 246
Intérêts de retard accise comm	14 335	17 391	1 089	23 019
Rétributions / douane	24 856	22 707	18 616	5 970
Rétributions / accise comm	21 040	22 445	11 095	18 905
Total :	60 230	62 543	30 800	47 894
Recettes d'exploitation	88 119	76 771	34 030	121 581
Taxe de consommation sur l'électricité	796 617	672 478	545 046	733 351
Accise autonome Huiles Min.	90 449 959	82 437 465	92 846 826	114 336 134
Accise autonome GPL	133 034	124 044	128 390	144 626
Accise autonome Tabacs fabriqués	43 208 596	42 642 619	46 577 068	49 312 499
Redevance de contrôle	1 928 428	2 064 517	1 759 665	1 505 632
Taxe sur les véhicules automot.	54 142 354	50 880 000	44 060 000	44 244 000
« EUROVIGNETTE »	3 311 509	11 885 071	7 027 091	7 544 169
Taxe navigation de plaisance	103 493	107 772	99 068	105 714
Taxe sur les cabarets:	389 725	411 275	444 742	513 093
Intérêts de retard	19 482	8 831	1 886	7 127
Taxe de contrôle vétérinaire	57 940	51 240	40 045	37 470
Taxe de consommation alcool étranger	13 868 754	14 163 256	13 279 328	13 994 052
Taxe de consommation alcool indigène	147 415	184 339	124 295	154 293
Contribution sociale/ carburants	96 499 295	87 853 696	86 046 585	90 513 867
Taxe de consommation sur l'électricité	1 179 439	1 142 379	976 403	1 314 888
Taxe gaz naturel	2 597 566	3 070 553	2 636 371	3 765 900
Contribution Kyoto	42 367 577	39 516 972	39 925 303	43 054 361
Total :	351 289 300	337 293 278	336 552 142	371 402 757
Divers	107 687	126 698	77 826	68 077
TOTAL GENERAL :	1 040 191 515	970 578 449	980 248 781	1 050 331 024
décompte UEBL (année - 1)	-14 881 432	-14 383 646	3 001 370	22 101 115

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 8 octobre 2010

**ADMINISTRATION
DES
DOUANES ET ACCISES**



B.P. 1605
L-1016 Luxembourg
Tél: 29 01 91 - 257
Fax: 48 49 47

DIFFERENTIELS

Cigarettes Prix de vente ttc 10/09/2011		Ducal	Marlboro	National Fighters	Prévisions 2012
Luxembourg		25/4.80	20/4.40	20/3.40	25/5.25
Belgique		25/5.20	19/4.75	19/4.00	19/5.40
			20/5.00	20/4.20	20/5.50
Allemagne		25/5.65	20/5.15	20/4.05	25/5.75
France		25/6.75	20/5.90	20/5.40	20/5.70
Pays Bas		25/5.85	20/5.50	19/4.80	19/4.80

Huiles minérales 12/09/2011 prix ttc		Essence	Diesel	Diesel professionnel h. TVA sans remise
Luxembourg		1.334 €	1,170 €	
Belgique		1.546 €	1.347 €	1,113 € - remise
Allemagne		1.555 €	1,375 €	1,155 € - remise
France		1.524 €	1,331 €	1,113 € - remise
Pays Bas		1,668 €	1.346 €	1,131 € - remise

ACCISES Boissons alcooliques 2011		Bière /°Plato	Vin mouss/ hl	Prod.int./hl	Alcool / 100%
Luxembourg		0,7933	0,0000	66,9300	1 041,1528
Belgique		1,7105	161,3000	161,1300	1 752,2300
Allemagne		0,7870	136,0900	153,0000	1 303,0000
France		2,7100	8,7800	223,5100	1 514,4700
Pays Bas		0,7850	240,5800	240,5800	1 504,0000

Evolution des taux d'accise produits de tabac

Cigarettes	commun UEBL ad valorem	commun UEBL spécifique / 1000 pcs	autonome ad valorem	autonome spécifique / 1000 pcs	TVA
01/01/1993	50%	102 F	3,6%	7 F	12%
19/07/1993	50%	102 F	4,30%	11 F	12%
15/01/1994	50%	102 F	4,50%	15 F	12%
01/01/1995	50%	102 F	4,50%	18 F	12%
16/10/1995	50%	102 F	4,50%	25 F	12%
04/08/1997	50%	102 F	1,10%	150 F	12%
01/07/1998	47,36%	214 F	1,10%	150 F	12%
27/08/1998	47,36%	214 F	1,21%	130 F	12%
01/05/2000	45,84%	278 F	1%	149 F	12%
01/01/2002	45,84%	6,8914	1%	3,69 €	12%
01/01/2003	45,84%	6,8914	1%	5,00 €	12%
01/04/2004	45,84%	6,8914	1%	7,33 €	12%
01/01/2005	45,84%	6,8914	1%	7,33 €	15%
01/01/2006	45,84%	6,8914	1,30%	7,33 €	15%
01/01/2007	45,84%	6,8914	1,60%	8,50 €	15%
01/01/2008	45,84%	6,8914	1,60%	8,50 €	15%
01/02/2009	45,84%	6,8914	2,00%	10,00 €	15%
01/02/2010	45,84%	6,8914	2,00%	10,00 €	15%
01/02/2011	45,84%	6,8914	2,00%	10,00 €	15%
* 01/02/2011	45,84%	6,8914	2,50%	10,1086 €	15%

min 98€/1000
min 103/1000

Cigares / Cigarillos	commun UEBL ad valorem	autonome ad valorem	TVA
01/01/1993	16%	0%	12%
01/01/1994	10%	0%	12%
01/05/2000	5%	0%	12%
01/01/2005	5%	0%	15%
01/02/2009	5%	5%	15%
01/02/2010	5%	5%	15%
01/02/2010	5%	5%	15%
01/02/2012	5%	5%	15%

min. 9€/1000
min 15€/1000
min 20€/1000

Tabac fine coupe Tabac à fumer	commun UEBL ad valorem	autonome ad valorem	autonome spécifique	TVA
01/01/1993	31,50%	0%	0	12%
01/01/2003	31,50%	1,50%	0	12%
01/01/2004	31,50%	4,50%	0	12%
01/01/2005	31,50%	4,50%	0	15%
01/02/2009	31,50%	5,50%	0	15%
01/02/2011	31,50%	0,00%	spéc. 5,6€/kg	15%
* 01/02/2012	31,50%	1,20%	spéc. 6,0€/kg	15%

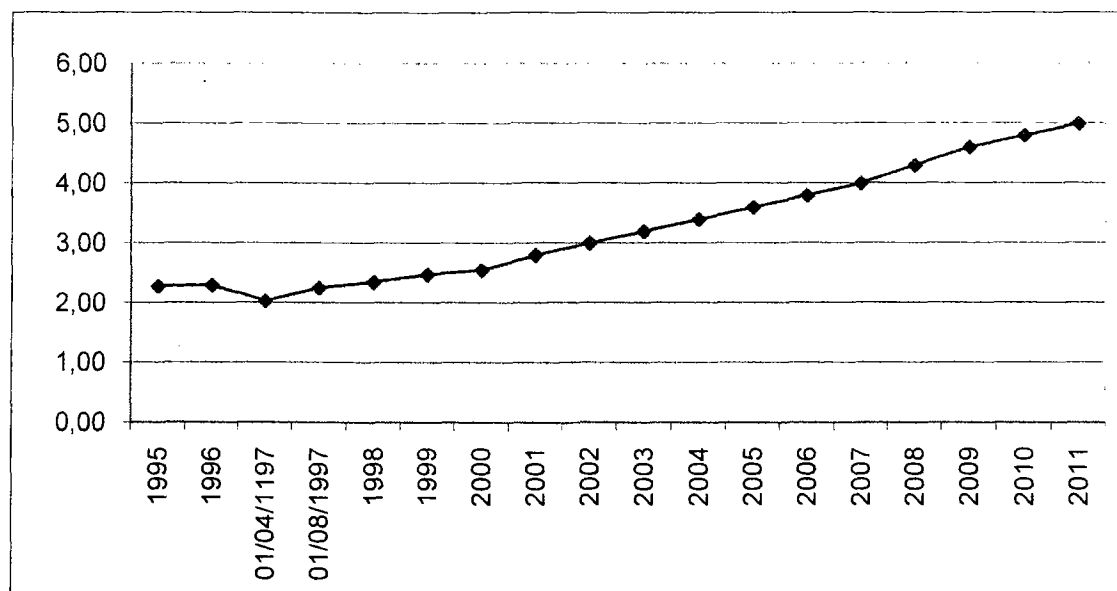
min 24,82€/kg
min 27€ / kg

* taux définitifs en fonction du pmp à arrêter au 31.12.2011



Evolution du prix paquet cigarettes MARYLAND (25)

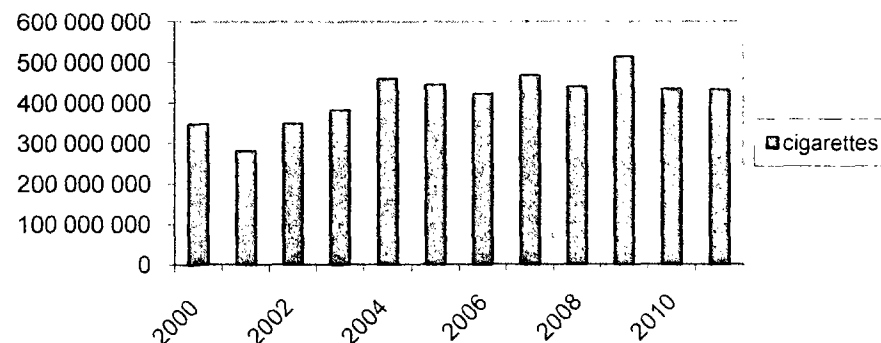
	1993	1,98
	1994	2,11
	1995	2,28
	1996	2,30
guerre des prix	01/04/1997	2,03
	01/08/1997	2,26
	1998	2,35
	1999	2,48
	2000	2,55
	2001	2,80
	2002	3,00
	2003	3,20
	2004	3,40
	2005	3,60
	2006	3,80
	2007	4,00
	2008	4,30
	2009	4,60
	2010	4,80
	2011	5,00



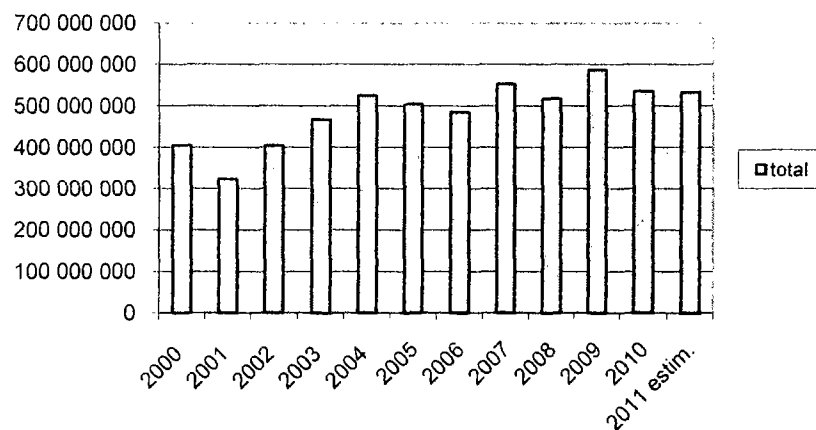
Evolution recettes produits de tabac UEBL+auto

total		cigares/ilos	tabac à fumer	cigarettes
405 122 780	2000	948 500	57 513 765	346 660 515
324 222 090	2001	523 275	43 139 721	280 559 094
404 743 663	2002	936 701	55 628 609	348 178 353
467 719 310	2003	1 232 000	85 003 797	381 483 513
524 626 300	2004	1 019 328	64 820 972	458 786 000
503 770 121	2005	1 118 559	58 821 820	443 829 742
485 600 000	2006	827 344	63 572 656	421 200 000
552 726 130	2007	1 070 714	84 438 703	467 216 713
517 417 743	2008	1 080 000	77 885 781	438 451 962
587 303 424	2009	1 832 054	72 501 219	512 970 151
534 935 782	2010	1 674 468	100 724 394	432 536 920
533 700 000	2011 estim.	1 700 000	102 000 000	430 000 000

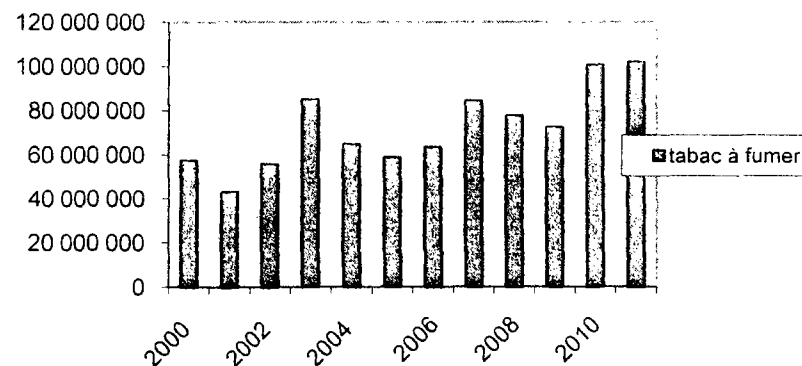
Recettes cigarettes



total recettes



Recettes tabac



Evolution quantités cigarettes/tabac

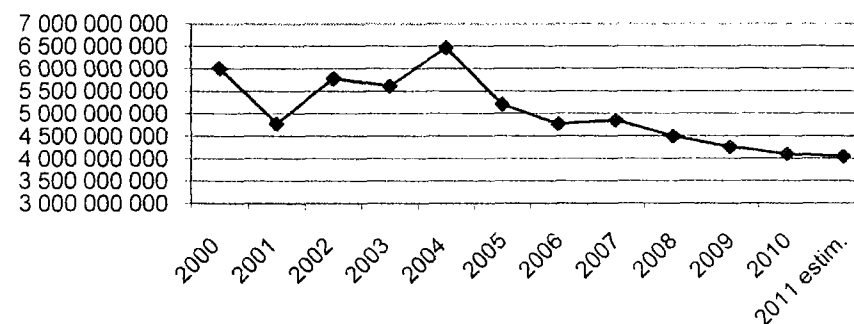
	pièces cigar.	Tabac
2000	6 007 618 400	
2001	4 777 321 100	
2002	5 787 903 500	
2003	5 617 769 000	
2004	6 471 368 500	3 015
2005	5 203 926 000	2 970
2006	4 770 000 000	2 904
2007	4 850 000 000	3 607
2008	4 499 000 000	3 413
2009	4 260 000 000	3 483
2010	4 100 000 000	3 600
2011 estim.	4 050 000 000	3 800

Depuis 2000, la vente de cigarettes a chuté de 2 milliards de pièces (- 33,3%) tandis que les recettes ont augmenté de 100 millions d'euros (+ 28,9%)

Si en 2000 la charge fiscale totale était de 33,05% du prix de vente cette même charge fiscale s'élève aujourd'hui à 69,33% pour le même paquet.

Le prix de vente du même paquet a augmenté de 2000 à 2011 de 96%.

Pièces cigarettes



Quantités tabacs (tonnes)



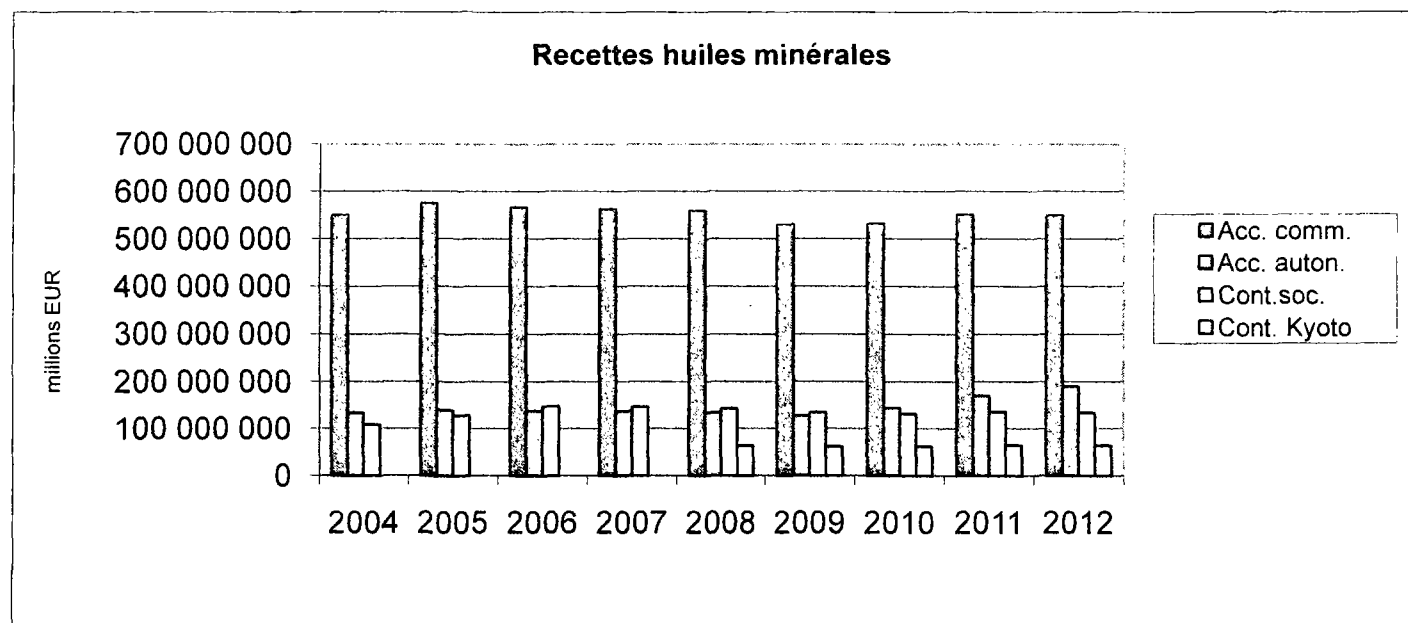


Evolution des taux du droit d'accise essence/diesel

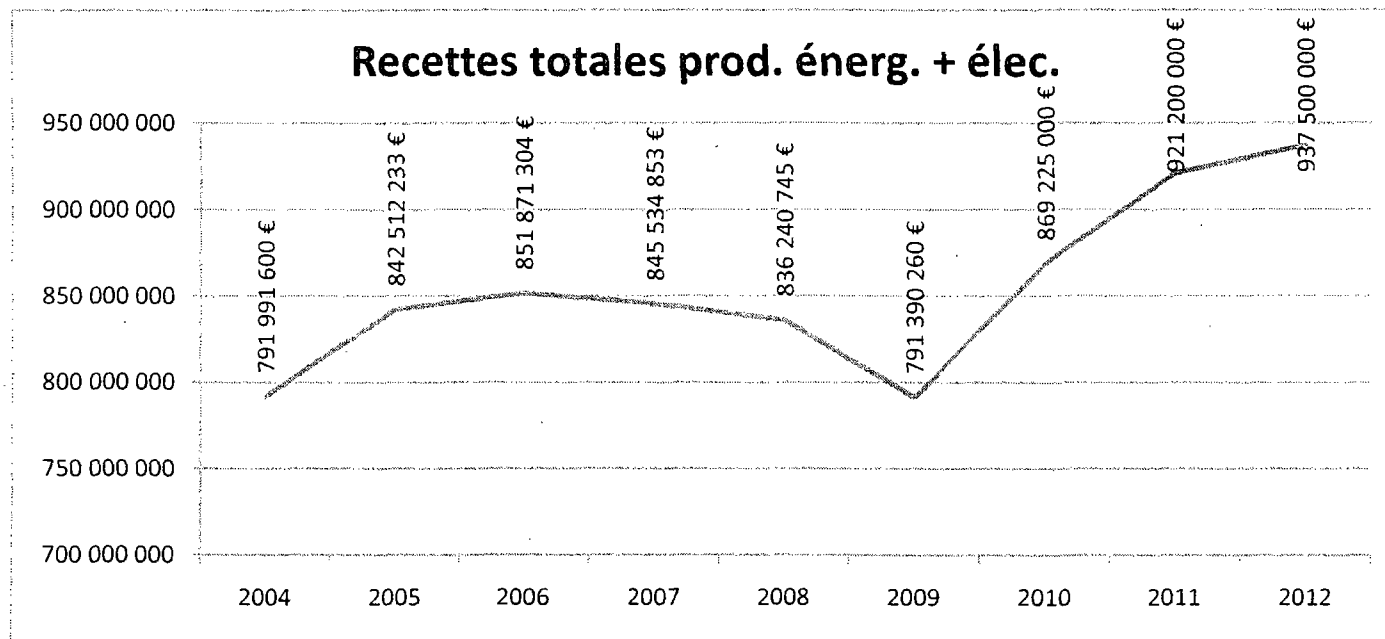
Essence	droit d'accise U.E.B.L. / 1000 l	droit d'accise autonome	Contribution sociale	Contribution Kyoto	Tot. EUR
01/01/1993	245,4146	23,7978	0,0000	0,0000	269,2124
19/07/1993	245,4146	58,5029	0,0000	0,0000	303,9175
01/07/1994	245,4146	58,5029	37,1840	0,0000	341,1015
10/10/1994	245,4146	58,5029	43,3813	0,0000	347,2988
12/03/1999	245,4146	58,5029	68,1707	0,0000	372,0882
01/01/2002	245,4146	58,5029	68,1707	0,0000	372,0882
01/01/2004	245,4100	58,5029	138,1700	0,0000	442,0829
01/01/2005	245,4100	58,5100	138,1700	0,0000	442,0900
01/01/2006	245,4100	58,5100	138,1700	0,0000	442,0900
01/01/2007	245,4100	58,5100	138,1700	20,0000	462,0900
01/01/2008	245,4100	58,5100	138,1700	20,0000	462,0900
01/01/2008	245,4100	58,5100	138,1700	20,0000	462,0900
01/01/2009	245,4100	58,5100	138,1700	20,0000	462,0900
01/01/2010	245,4100	58,5100	138,1700	20,0000	462,0900
01/01/2011	245,4100	58,5100	138,1700	20,0000	462,0900
Diesel	droit d'accise U.E.B.L. / 1000 l	droit d'accise autonome	droit d'accise auton. additionnel	Kyoto	Tot. EUR
01/01/1993	198,3148	7,4368	0,0000	0,0000	205,7516
19/07/1993	198,3148	29,7472	0,0000	0,0000	228,0620
01/01/1994	198,3148	37,1840	0,0000	0,0000	235,4988
07/03/1994	198,3148	43,3813	0,0000	0,0000	241,6961
01/07/1994	198,3148	43,3813	6,1973	0,0000	247,8934
10/10/1994	198,3148	43,3813	6,1973	0,0000	247,8934
03/04/1995	198,3148	48,3392	6,1973	0,0000	252,8513
01/01/2002	198,3148	48,3392	6,1973	0,0000	252,8513
01/01/2005	198,3148	48,3400	18,7000	0,0000	265,3548
01/01/2006	198,3148	48,3400	31,2000	0,0000	277,8548
01/01/2007	198,3148	48,3400	31,2000	12,5000	290,3548
01/01/2008	198,3148	48,3400	31,2000	25,0000	302,8548
01/01/2009	198,3148	47,4852	31,2000	25,0000	302,0000
01/01/2010	198,3148	55,4852	31,2000	25,0000	310,0000
01/01/2011	198,3148	65,4852	31,2000	25,0000	320,0000
01/01/2012	198,3148	75,4852	31,2000	25,0000	330,0000

Evolution des recettes des produits énergétiques et de l'électricité (en EUR)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	estimations 2011	prévisions 2012
Acc. comm.	550 465 020	574 929 942	566 749 792	562 995 112	559 629 639	529 886 120	532 312 000	551 000 000	550 000 000
Acc. auton.	133 209 723	139 346 395	137 285 507	136 646 568	134 210 749	127 156 000	143 615 000	170 000 000	190 000 000
Cont.soc.	108 316 857	128 235 896	147 836 005	145 893 173	142 400 357	134 348 140	131 538 000	135 700 000	133 500 000
Cont. Kyoto					63 335 451	61 080 000	61 760 000	64 500 000	64 000 000
Total	791 991 600	842 512 233	851 871 304	845 534 853	836 240 745	791 390 260	869 225 000	921 200 000	937 500 000



Niveau 9

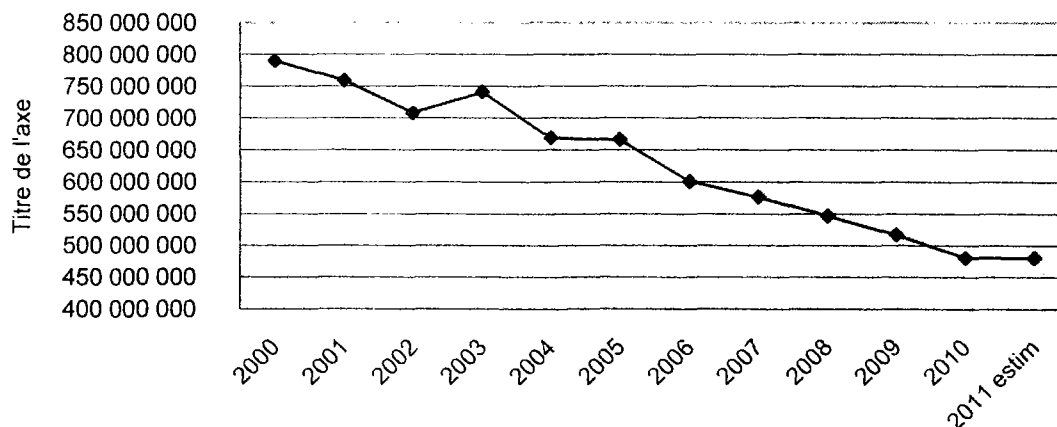


Evolution de la consommation essence/gasoil en litres

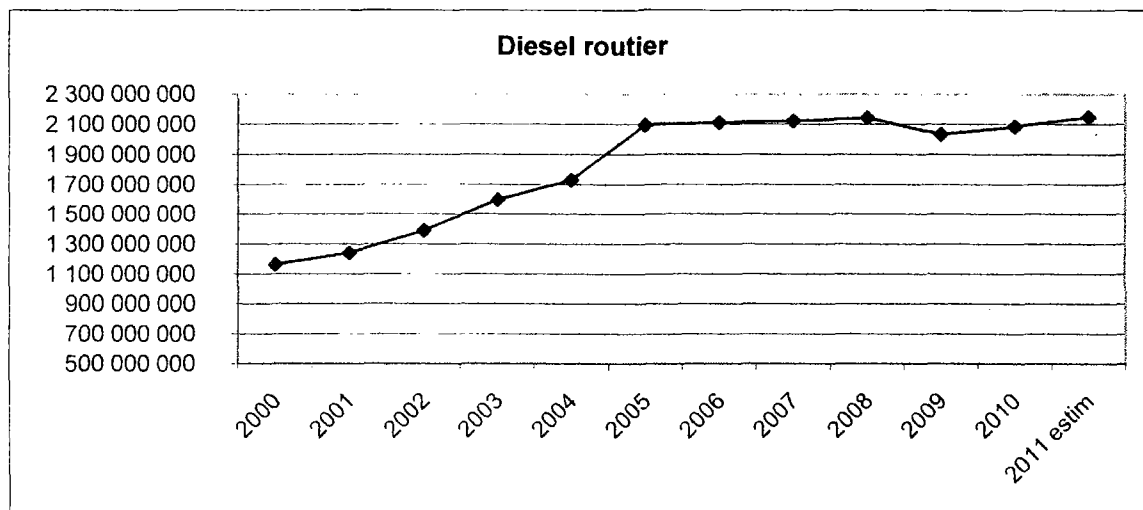
	essence-pb	diesel	(pour information)	
			essence+pb	LPG
2000	789 873 398	1 163 972 912	327 627	
2001	758 777 586	1 241 697 772	330 627	
2002	707 784 137	1 390 102 639	343 580	2 130 214
2003	741 104 687	1 597 659 857	353 352	1 658 736
2004	668 445 711	1 730 335 165	307 108	1 463 862
2005	665 638 601	2 095 494 313	310 031	1 300 737
2006	600 725 270	2 111 407 030	265 856	1 625 078
2007	576 476 408	2 121 795 442	350 912	1 742 680
2008	546 751 182	2 143 054 503	271 984	1 851 131
2009	516 426 000	2 035 000 000	281 000	1 760 000
2010	480 762 261	2 085 562 411	355 000	1 770 000
2011 estim	480 000 000	2 150 000 000	350 000	1 850 000

Essence -39,134% entre 2000 et 2010

Essence sans pb



Diesel + 79,18% entre 2000 et 2010



Evolution de la consommation des carburants

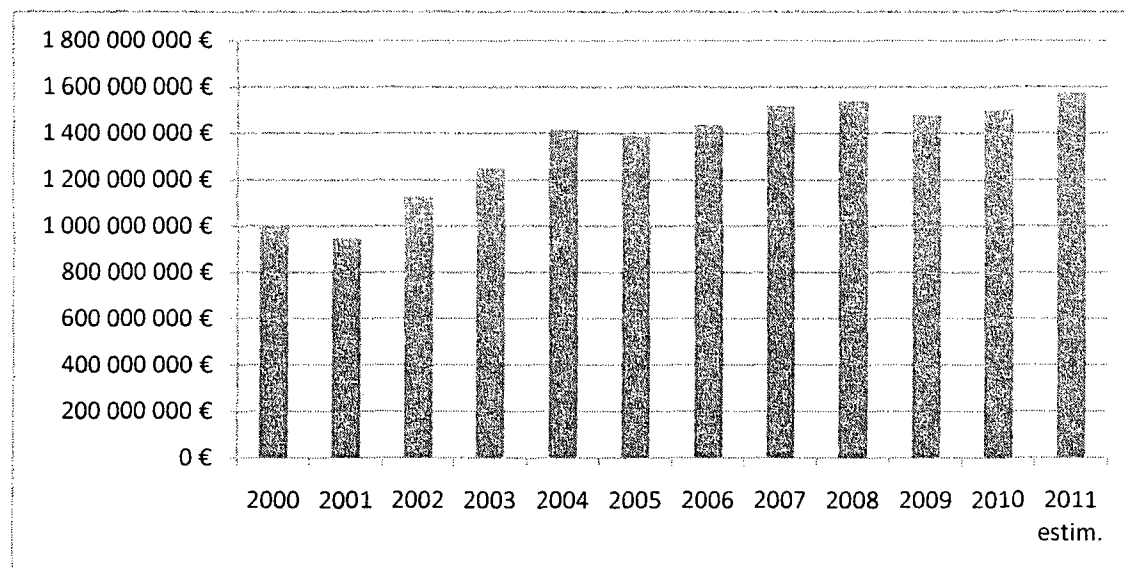
	2009	2010	2011			2009	2010	2011		
	ess -pb	ess -pb	ess -pb	diff %	diff %	diesel rout.	diesel rout.	diesel rout.	diff %	diff %
	litres	litres	litres	mois	année	litres	litres	litres	mois	année
janvier	40 285 643	30 159 552	27 840 705	-7,69%	-7,69%	135 408 885	112 982 952	126 087 986	11,60%	11,60%
février	34 724 337	30 806 061	34 174 643	10,93%	1,72%	156 193 340	154 500 854	175 982 052	13,90%	12,93%
mars	39 725 927	36 656 757	44 203 249	20,59%	8,81%	172 808 138	173 091 908	224 371 861	29,63%	19,49%
avril	45 081 627	45 394 885	38 717 473	-14,71%	1,34%	171 970 993	191 862 591	181 958 704	-5,16%	12,01%
mai	45 172 415	41 242 622	40 767 922	-1,15%	0,78%	169 777 889	169 559 286	171 036 438	0,87%	9,66%
juin	41 557 186	43 122 294	50 006 314	15,96%	3,66%	153 845 598	172 954 726	213 889 684	23,67%	12,14%
juillet	52 647 956	47 541 777	38 741 080	-18,51%	-0,17%	199 255 662	203 296 333	175 179 573	-13,83%	7,66%
août	44 339 668	44 794 421	50 197 038	12,06%	1,54%	151 983 818	162 815 710	193 747 427	19,00%	9,04%
septembre	43 272 348	46 659 410	39 607 334	-15,11%	-0,58%	154 856 376	193 146 480	174 579 031	-9,61%	6,69%
octobre	46 961 009	38 239 544		-100,00%	0,00%	193 000 652	170 892 753		-100,00%	0,00%
novembre	38 743 275	37 771 986		-100,00%	0,00%	169 190 234	175 798 753		-100,00%	0,00%
décembre	43 915 514	38 372 952		-100,00%	0,00%	207 127 251	204 660 065		-100,00%	0,00%
total actuel	386 807 107	366 377 779	364 255 758			1 466 100 699	1 341 064 360	1 636 832 757		
total année est.	516 426 905	480 762 261	485 674 344			2 035 418 836	2 085 562 411	2 182 443 676		

Anexo 11

Recettes globales douanes et accises

(sans prise en compte décompte UEBL)

2000	1 003 000 000 €
2001	948 000 000 €
2002	1 129 000 000 €
2003	1 251 000 000 €
2004	1 418 000 000 €
2005	1 389 000 000 €
2006	1 437 000 000 €
2007	1 519 000 000 €
2008	1 539 000 000 €
2009	1 480 000 000 €
2010	1 502 000 000 €
2011 estim.	1 575 000 000 €





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration de l'enregistrement
et des domaines

RAPPORT EXPLICATIF AU 14 OCTOBRE 2011
ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET
DES DOMAINES

Luxembourg, le 14 octobre 2011

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES

SOMMAIRE

Evolutions et estimations budgétaires 2010-2012	Page 1
Recettes majeures de l'AED pour l'exercice 2010	Page 2
Recettes majeures de l'AED pour l'exercice 2011 (au 30.09.2011)	Page 3
Recettes TVA pour ordre et par mois de 2007 à 2011	Page 4
Montants TVA pour ordre de 2007 - 2011 (résultats cumulés)	Page 5
Nomenclature statistique NACELUX Rév.2 des recettes TVA 01-09.2011	Page 6
Nomenclature statistique simplifiée	Page 7
Comparaison des recettes de TVA 01-09.2010 et 01-09.2011	Page 8
Montant des remboursements de TVA 2007-2011 (cumulés)	Page 9
Evolution du rapport « remboursements TVA / recettes TVA »	Page 10
Structure des montants TVA à recouvrer 2007-2011	Page 11
Structure des montants TVA à rembourser 2007-2011	Page 12
Remboursement logement TVA et taux de 3%	Page 13
Crédit d'impôt en matière d'enregistrement	Page 14
Evolution mensuelle des droits d'enregistrement 2007-2011	Page 15
Evolution de la taxe d'abonnement 2007-2011 (résultats cumulés)	Page 16
Evolution par trimestre de la taxe d'abonnement 2001-2011	Page 17
Prorata « actifs nets des OPC et recettes budgétaires »	Page 18
Tableau récapitulatif relatif audit prorata	Page 19
Evolution des droits de succession 2007-2011	Page 20

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES (en euros)							
Article	Code fonct.	Libellé	2010 Compte provisoire	2011 Budget voté	2011 Estimations ***	DELTA en euros	2012 Projet de buget
		Section 64.6 - Impôts,droits et taxes					
36.000	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée	2 025 715 651 €	2 100 265 200 €	2 257 000 000 €	156 734 800 €	2 400 652 324 €
36.030	13.60	Droits d'hypothèques	20 252 927 €	30 000 000 €	23 500 000 €	- 6 500 000 €	23 500 000 €
36.032	13.60	Taxe d'abonnement	595 154 426 €	630 000 000 €	630 000 000 €	- €	630 000 000 €
36.050	13.60	Droits d'enregistrement	114 879 567 €	160 000 000 €	125 000 000 €	- 35 000 000 €	140 000 000 €
36.100	11.70	Taxe sur les assurances	37 834 561 €	38 000 000 €	38 000 000 €	- €	38 000 000 €
38.050	13.60	Droits de timbre	11 730 546 €	11 400 000 €	11 900 000 €	500 000 €	11 900 000 €
		Section 64.7 - Recettes domaniales					
16.010	01.25	Loyers d'immeubles en provenance des entreprises	42 672 181 €	40 600 000 €	47 717 000 €	7 117 000 €	46 700 000 €
		Section 94.1 -Autres recettes en capital					
56.04	13.60	Droits de succession	46 075 230 €	49 000 000 €	49 000 000 €	- €	47 000 000 €
		SOUS-TOTAL	2 894 315 089 €	3 059 265 200 €	3 182 117 000 €	122 851 800 €	3 337 752 324 €
		Budget pour ordre					
5	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée pour ordre	2 490 830 186 €	2 608 000 000 €	2 775 000 000 €		2 968 000 000 €
		*/**		- 507 734 800 €	- 518 000 000 €		- 567 347 676 €

* Quote-part de recettes tva 2011 à verser aux communautés européennes et au fonds communal de dotation financière (267 064 413 + 250 793 559)

** Quote-part de recettes tva 2012 à verser aux communautés européennes et au fonds communal de dotation financière (300 608 529 + 266 739 147)

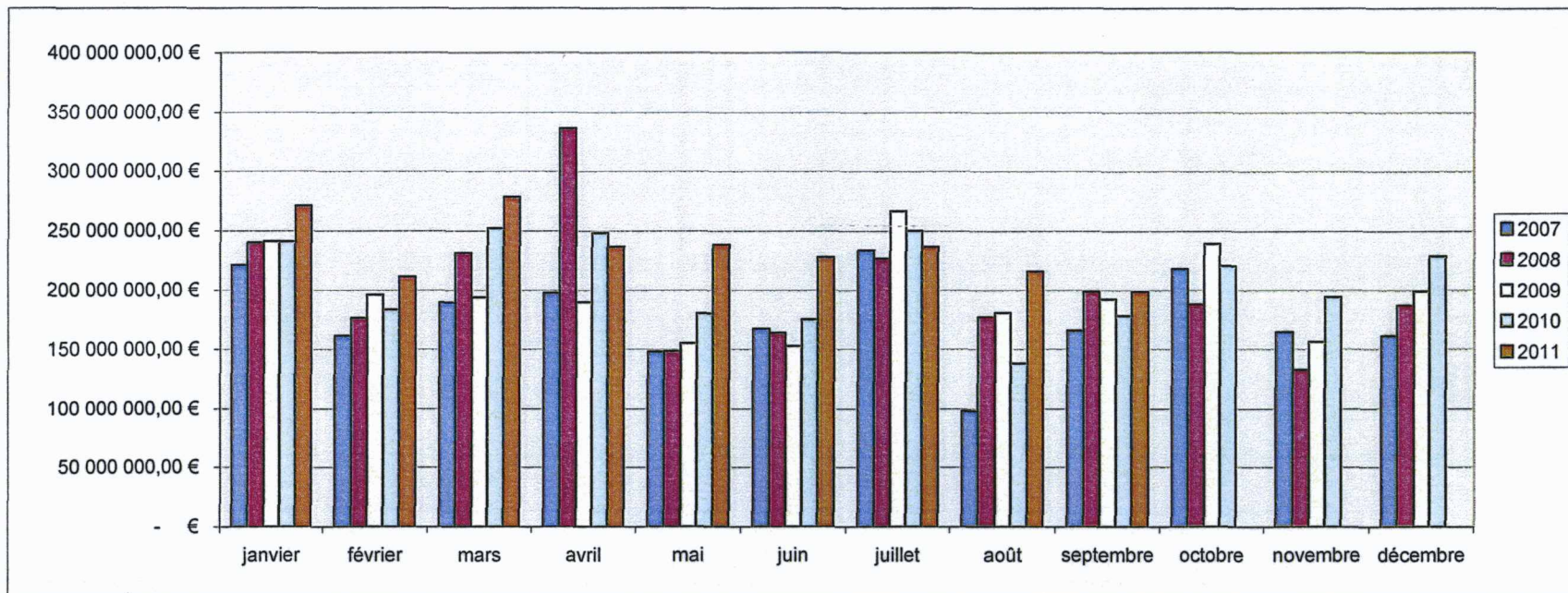
*** au 14/10/2011

Recettes de l'exercice 2010

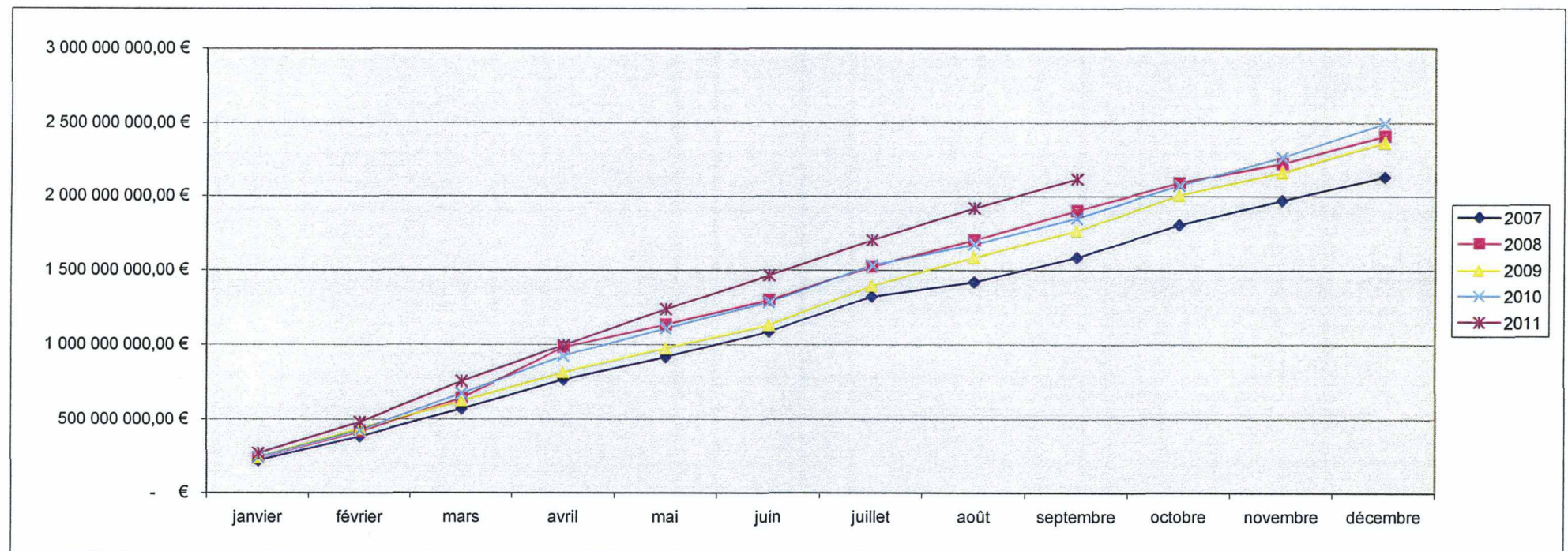
	Hypoth. 64.6.36.030	Hypoth. salaires 64.6.36.031	TABO 64.6.36.032	Enreg 64.6.36.050	Assu- rances 64.6.36.100	Timbre 64.6.38.050	Success. 94.1.56.040	Brevets 64.6.39.010	Pub. Mémorial 64.8.16.070	Brevets P.O: 12	TVA P.O. 5	TVA en amont (LRC)
1	1 802 571,35	70 121,21	86 826 581,22	8 186 488,22	2 073 393,75	906 483,00	4 700 197,95	8 932,00	547 086,45	197 194,00	241 106 277,40	61 612 094,22
2	1 685 485,23 3 488 056,58	67 613,97 137 735,18	36 547 948,13 123 374 529,35	4 925 771,08 13 112 259,30	4 677 641,39 6 751 035,14	857 286,00 1 763 769,00	2 584 760,53 7 284 958,48	6 508,00 15 440,00	524 106,25 1 071 192,70	238 058,00 435 252,00	183 312 492,38 424 418 769,78	56 640 377,00 118 252 471,22
3	1 474 412,29 4 962 468,87	87 301,14 225 036,32	11 928 878,71 135 303 408,06	9 791 921,46 22 904 180,76	591 028,06 7 342 063,20	1 106 808,00 2 870 577,00	4 124 328,29 11 409 286,77	10 841,00 26 281,00	534 409,08 1 605 601,78	314 563,00 749 815,00	252 310 706,41 676 729 476,19	84 711 484,95 202 963 956,17
4	1 516 891,40 6 479 360,27	65 504,32 290 540,64	106 191 990,03 241 495 398,09	7 410 346,16 30 314 526,92	4 055 932,21 11 397 995,41	1 122 829,00 3 993 406,00	3 579 032,17 14 988 318,94	1 635 163,68 1 661 444,68	441 559,69 2 047 161,47	108 159,00 857 974,00	248 131 303,73 924 860 779,92	83 023 987,50 285 987 943,67
5	1 113 629,95 7 592 990,22	56 091,97 346 632,61	35 696 913,77 277 192 311,86	7 960 954,36 38 275 481,28	9 904 818,54 21 302 813,95	900 549,00 4 893 955,00	2 746 753,78 17 735 072,72	7 569,00 1 669 013,68	396 103,79 2 443 265,26	375 354,00 1 233 328,00	180 306 203,41 1 105 166 983,33	74 867 506,09 360 855 449,76
6	1 612 574,05 9 205 564,27	74 524,40 421 157,01	9 648 437,34 286 840 749,20	10 449 136,05 48 724 617,33	311 847,48 21 614 661,43	1 062 489,00 5 956 444,00	2 604 865,75 20 339 938,47	9 657,00 1 678 670,68	419 013,13 2 862 278,39	302 762,00 1 536 090,00	175 093 175,01 1 280 260 158,34	74 987 495,30 435 842 945,06
7	2 012 833,87 11 218 398,14	84 943,16 506 100,17	122 008 997,69 408 849 746,89	12 664 868,10 61 389 485,43	2 462 994,68 24 077 656,11	1 385 863,00 7 342 307,00	3 339 921,91 23 679 860,38	8 763,00 1 687 433,68	372 454,82 3 234 733,21	273 272,00 1 809 362,00	250 206 993,03 1 530 467 151,37	77 890 484,08 513 733 429,14
8	1 496 292,21 12 714 690,35	69 585,55 575 685,72	22 556 905,08 431 406 651,97	7 143 552,75 68 533 038,18	5 432 945,16 29 510 601,27	897 084,50 8 239 391,50	3 312 722,03 26 992 582,41	6 232,00 1 693 665,68	465 958,32 3 700 691,53	196 688,00 2 006 050,00	138 559 563,57 1 669 026 714,94	140 249 974,63 653 983 403,77
9	1 941 620,69 14 656 311,04	74 172,26 649 857,98	7 167 117,87 438 573 769,84	8 158 673,81 76 691 711,99	545 928,26 30 056 529,53	864 237,00 9 103 628,50	6 004 025,36 32 996 607,77	7 428,00 1 701 093,68	477 255,68 4 177 947,21	215 145,00 2 221 195,00	178 309 351,92 1 847 336 066,86	95 729 568,48 749 712 972,25
10	1 551 471,85 16 207 782,89	75 158,50 725 016,48	127 686 933,49 566 260 703,33	10 198 968,69 86 890 680,68	2 587 167,38 32 643 696,91	838 731,00 9 942 359,50	5 356 706,32 38 353 314,09	8 625,00 1 709 718,68	466 709,92 4 644 657,13	299 598,00 2 520 793,00	220 470 448,49 2 067 806 515,35	94 584 070,26 844 297 042,51
11	2 161 367,29 18 369 150,18	78 334,45 803 350,93	20 023 864,76 586 284 568,09	9 986 060,29 96 876 740,97	5 070 869,51 37 714 566,42	930 242,00 10 872 601,50	3 412 926,34 41 766 240,43	6 692,00 1 716 410,68	377 787,66 5 022 444,79	249 481,00 2 770 274,00	194 279 242,86 2 262 085 758,21	59 872 719,75 904 169 762,26
12	1 883 776,90 20 252 927,08	77 903,36 881 254,29	8 869 857,73 595 154 425,82	18 002 826,31 114 879 567,28	119 995,00 37 834 561,42	857 944,00 11 730 545,50	4 308 989,99 46 075 230,42	11 867,00 1 728 277,68	447 263,62 5 469 708,41	218 704,00 2 988 978,00	228 744 428,06 2 490 830 186,27	81 158 373,55 985 328 135,81

Recettes de l'exercice 2011												
	Hypoth. 64.6.36.030	Hypoth. salaires 64.6.36.031	TABO 64.6.36.032	Enreg 64.6.36.050	Assu- rances 64.6.36.100	Timbre 64.6.38.050	Success. 94.1.56.040	Brevets 64.6.39.010	Pub. Mémorial 64.8.16.070	Brevets P.O: 12	TVA P.O. 5	TVA en amont (LRC)
1	2 141 478,48	79 210,87	108 201 348,55	9 321 797,76	4 024 066,72	955 352,00	8 787 943,16	7 161,00	484 895,00	287 258,00	270 788 865,00	53 720 766,00
2	2 305 798,56 4 447 277,04	78 435,49 157 646,36	39 578 604,95 147 779 953,50	7 876 588,33 17 198 386,09	2 918 375,83 6 942 442,55	894 978,00 1 850 330,00	3 893 118,03 12 681 061,19	7 025,00 14 186,00	520 515,00 1 005 410,00	248 455,00 535 713,00	211 338 819,26 482 127 684,26	80 032 951,48 133 753 717,48
3	1 668 505,52 6 115 782,56	86 137,78 243 784,14	14 556 430,69 162 336 384,19	9 954 009,38 27 152 395,47	534 515,15 7 476 957,70	1 228 533,00 3 078 863,00	4 247 333,36 16 928 394,55	1 502 992,50 1 517 178,50	569 485,00 1 574 895,00	293 499,00 829 212,00	278 275 226,50 760 402 910,76	77 646 808,46 211 400 525,94
4	1 470 920,18 7 586 702,74	71 647,36 315 431,50	103 078 447,66 265 414 831,85	11 218 140,66 38 370 536,13	5 841 472,97 13 318 430,67	949 029,00 4 027 892,00	1 745 046,87 18 673 441,42	22 169,00 1 539 347,50	472 395,00 2 047 290,00	368 592,00 1 197 804,00	236 635 325,12 997 038 235,88	84 356 855,41 295 757 381,35
5	2 507 616,85 10 094 319,59	92 259,61 407 691,11	47 821 586,05 313 236 417,90	9 402 504,78 47 773 040,91	7 761 290,89 21 079 721,56	1 254 709,00 5 282 601,00	2 892 840,38 21 566 281,80	5 946,00 1 545 293,50	422 105,00 2 469 395,00	218 211,00 1 416 015,00	238 370 036,51 1 235 408 272,39	80 290 703,56 376 048 084,91
6	1 554 618,76 11 648 938,35	67 552,76 475 243,87	5 157 564,24 318 393 982,14	10 943 543,52 58 716 584,43	196 340,89 21 276 062,45	872 598,00 6 155 199,00	2 323 414,03 23 889 695,83	12 291,00 1 557 584,50	445 505,00 2 914 900,00	357 607,00 1 773 622,00	227 865 401,30 1 463 273 673,69	67 630 850,19 443 678 935,10
7	2 198 647,33 13 847 585,68	80 119,91 555 363,78	143 790 958,18 462 184 940,32	14 389 413,89 73 105 998,32	2 545 994,39 23 822 056,84	1 331 489,00 7 486 688,00	2 771 755,86 26 661 451,69	12 001,00 1 569 585,50	429 985,00 3 344 885,00	343 282,00 2 116 904,00	236 607 201,93 1 699 880 875,62	108 979 497,74 552 658 432,84
8	2 584 423,04 16 432 008,72	77 986,28 633 350,06	14 398 799,26 476 583 739,58	9 685 063,59 82 791 061,91	7 560 669,41 31 382 726,25	1 026 522,00 8 513 210,00	2 831 464,97 29 492 916,66	6 382,00 1 575 967,50	0,00 3 344 885,00	191 386,00 2 308 290,00	215 911 784,98 1 915 792 660,60	104 714 259,74 657 372 692,58
9	1 646 879,10 18 078 887,82	76 045,99 709 396,05	3 686 387,46 480 270 127,04	10 073 551,96 92 864 613,87	160 688,18 31 543 414,43	952 750,00 9 465 960,00	5 277 237,91 34 770 154,57	9 924,00 1 585 891,50	906 315,00 4 251 200,00	309 065,00 2 617 355,00	198 774 042,73 2 114 566 703,33	107 343 889,82 764 716 582,40
10												
11												
12												

RECETTES DE TVA POUR ORDRE ET PAR MOIS DE 2007 - 2011 (résultats non cumulés)					
	2007	2008	2009	2010	2011
janvier	221 024 176,61 €	240 055 664,95 €	241 265 759,30 €	241 106 277,40 €	270 788 865,00 €
février	161 587 910,61 €	176 516 728,33 €	196 055 725,14 €	183 312 492,38 €	211 338 819,26 €
mars	189 330 987,43 €	231 390 393,21 €	193 783 089,73 €	252 310 706,41 €	278 275 226,50 €
avril	197 623 393,58 €	336 457 053,84 €	189 869 392,43 €	248 131 303,73 €	236 635 325,12 €
mai	148 041 876,24 €	148 415 347,30 €	155 258 224,12 €	180 306 203,41 €	238 370 036,51 €
juin	167 354 873,79 €	164 102 225,00 €	152 807 588,77 €	175 093 175,01 €	227 865 401,30 €
juillet	233 534 655,46 €	226 824 115,80 €	266 787 242,54 €	250 206 993,03 €	236 607 201,93 €
août	98 044 678,15 €	176 875 669,35 €	180 604 135,63 €	138 559 563,57 €	215 911 784,98 €
septembre	165 889 428,48 €	198 892 350,01 €	192 317 521,26 €	178 309 351,92 €	198 774 042,73 €
octobre	217 985 793,75 €	187 973 366,74 €	239 157 537,14 €	220 470 448,49 €	
novembre	164 802 441,57 €	132 975 187,90 €	156 578 864,41 €	194 279 242,86 €	
décembre	161 321 757,35 €	187 039 839,62 €	199 463 193,46 €	228 744 428,06 €	
	2 126 541 973,02 €	2 407 517 942,05 €	2 363 948 273,93 €	2 490 830 186,27 €	2 114 566 703,33 €

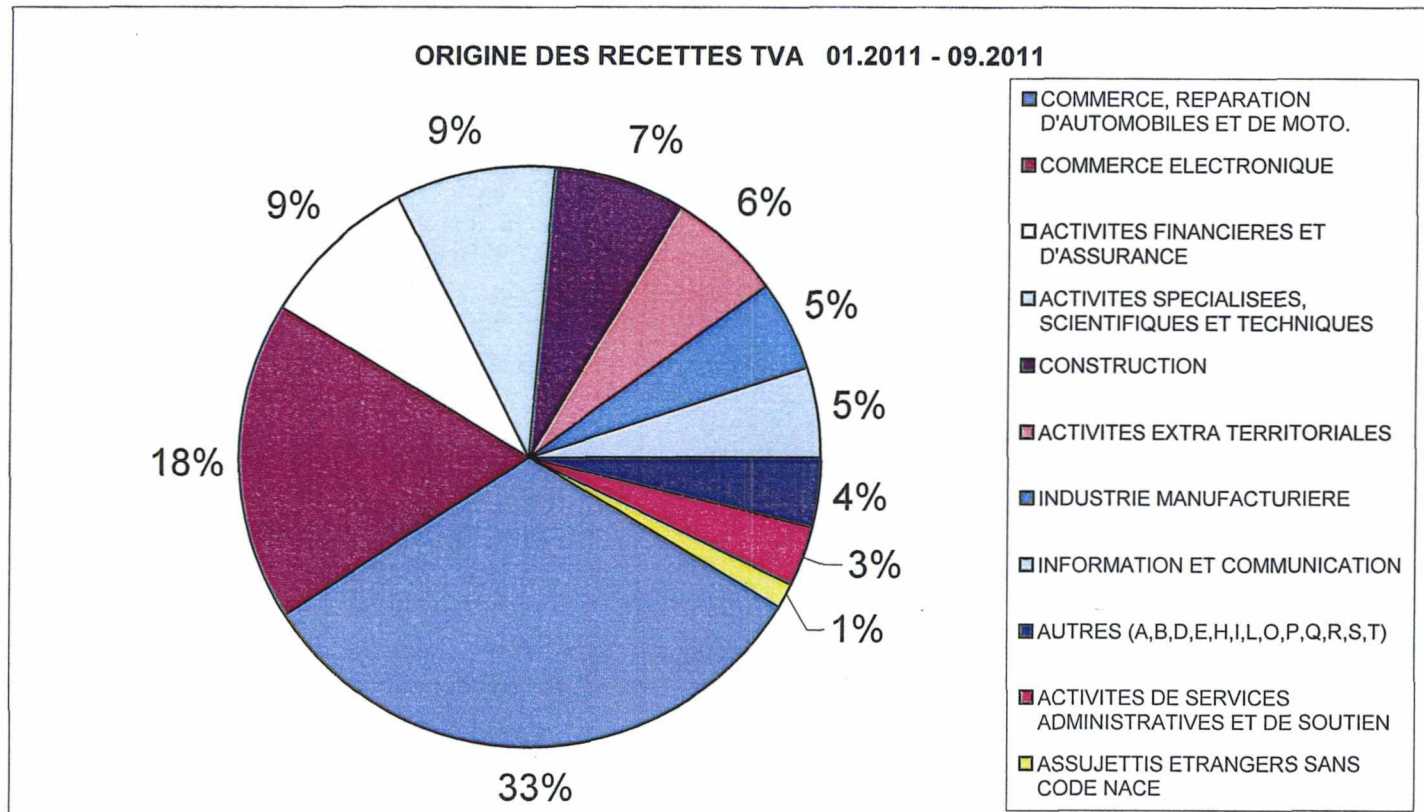


MONTANTS TVA POUR ORDRE 2007 - 2011 (Résultats cumulés)					
	2007	2008	2009	2010	2011
janvier	221 024 176,61 €	240 055 664,95 €	241 265 759,30 €	241 106 277,40 €	270 788 865,00 €
février	382 612 087,51 €	416 572 393,28 €	437 321 484,44 €	424 418 769,78 €	482 127 684,26 €
mars	571 943 074,94 €	647 962 786,49 €	631 104 574,17 €	676 729 476,19 €	760 402 910,76 €
avril	769 566 468,52 €	984 419 840,33 €	820 973 966,60 €	924 860 779,92 €	997 038 235,88 €
mai	917 608 344,76 €	1 132 835 187,63 €	976 232 190,72 €	1 105 166 983,33 €	1 235 408 272,39 €
juin	1 084 963 218,55 €	1 296 937 412,63 €	1 129 039 779,49 €	1 280 260 158,34 €	1 463 273 673,69 €
juillet	1 318 497 874,01 €	1 523 761 528,43 €	1 395 827 022,03 €	1 530 467 151,37 €	1 699 880 875,62 €
août	1 416 542 552,16 €	1 700 637 197,78 €	1 588 144 543,29 €	1 669 026 714,94 €	1 915 792 660,60 €
septembre	1 582 431 980,64 €	1 899 529 547,79 €	1 768 748 678,92 €	1 847 336 066,86 €	2 114 566 703,33 €
octobre	1 800 417 774,39 €	2 087 502 914,53 €	2 007 906 216,06 €	2 067 806 515,35 €	
novembre	1 965 220 215,96 €	2 220 478 102,43 €	2 164 485 080,47 €	2 262 085 758,21 €	
décembre	2 126 541 973,31 €	2 407 517 942,05 €	2 363 948 273,93 €	2 490 830 186,27 €	



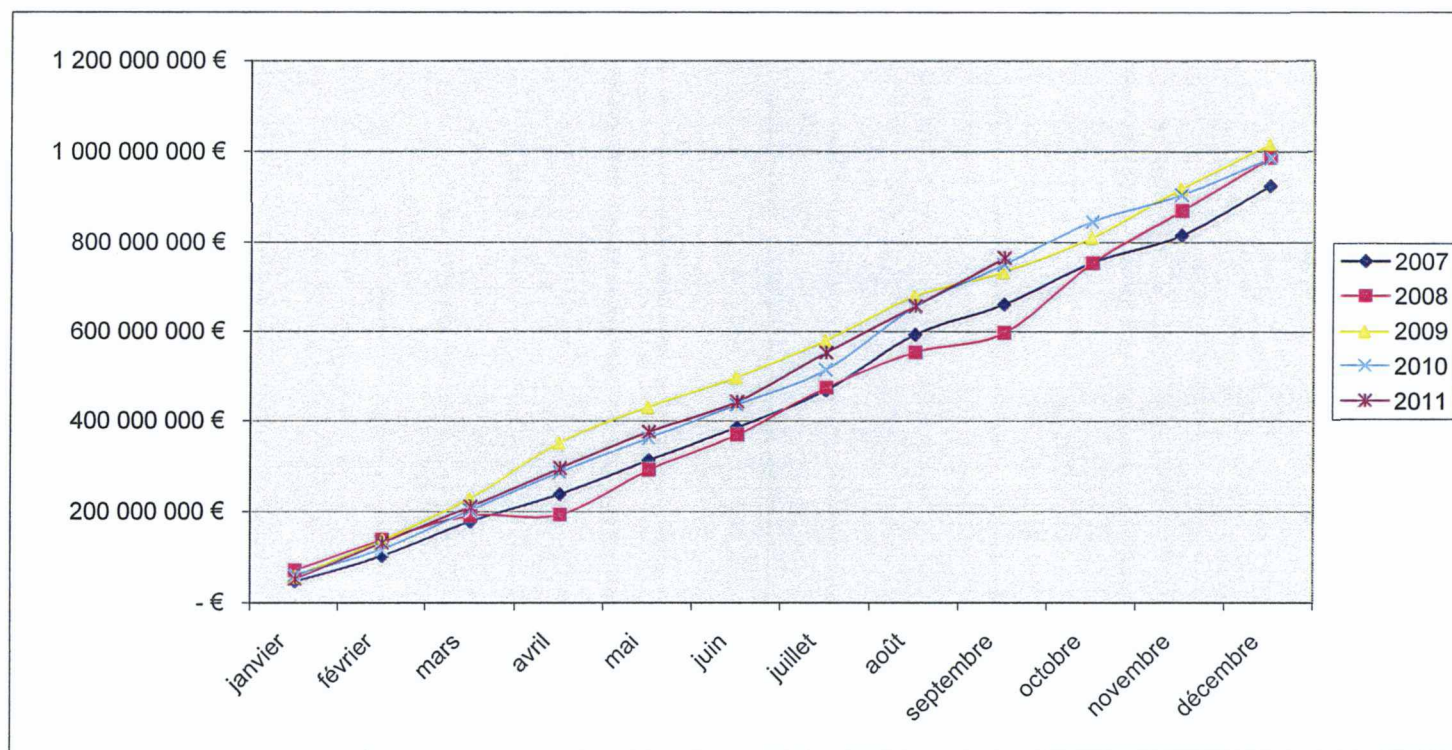
NACELUX Rév.2 - Structure générale			
CODE NACE SECTEUR	NOMENCLATURE STATISTIQUE	RECETTES TVA 01.2011 - 09.2011	RECETTES TVA EN % DU TOTAL
A	AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	2 095 628,19 €	0,09301
B	INDUSTRIES EXTRACTIVES	4 010 293,35 €	0,17799
C	INDUSTRIE MANUFACTURIERE	112 177 940,46 €	4,97889
D	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	34 673 408,52 €	1,53894
E	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; GESTION DES DECHETS	3 936 175,44 €	0,17470
F	CONSTRUCTION	163 366 679,20 €	7,25085
G	COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTO.	725 262 639,81 €	32,18997
H	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	24 121 036,78 €	1,07059
I	HEBERGEMENT ET RESTAURATION	-5 932 901,56 €	-0,26333
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	110 728 175,87 €	4,91455
K	ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	203 243 991,53 €	9,02076
L	ACTIVITES IMMOBILIERES	26 948 568,70 €	1,19608
M	ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	197 477 608,35 €	8,76482
N	ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIVES ET DE SOUTIEN	72 869 470,69 €	3,23423
O	ADMINISTRATION PUBLIQUE	-26 575 326,31 €	-1,17952
P	ENSEIGNEMENT	3 909 385,46 €	0,17351
Q	SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	9 750 259,49 €	0,43275
R	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	1 613 417,96 €	0,07161
S	AUTRES ACTIVITES DE SERVICES	13 173 517,76 €	0,58469
T	ACTIVITES MENAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS	-131 831,38 €	-0,00585
U	ACTIVITES EXTRA TERRITORIALES	143 641 618,51 €	6,37537
V	COMMERCE ELECTRONIQUE	400 853 283,28 €	17,79142
#	ASSUJETTIS ETRANGERS SANS CODE NACE	31 857 305,00 €	1,41395
TOTAL		2 253 070 345,10 €	100,00000
TOTAL COMPTA.		2 114 566 703,33 €	
DELTA		BI 11+12	

NOMENCLATURE STATISTIQUE SIMPLIFIEE 01.2011 - 09.2011		RECETTES TVA	EN %
G	COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTO.	725 262 639,81 €	32,19
V	COMMERCE ELECTRONIQUE	400 853 283,28 €	17,79
K	ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	203 243 991,53 €	9,02
M	ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	197 477 608,35 €	8,76
F	CONSTRUCTION	163 366 679,20 €	7,25
U	ACTIVITES EXTRA TERRITORIALES	143 641 618,51 €	6,38
C	INDUSTRIE MANUFACTURIERE	112 177 940,46 €	4,98
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	110 728 175,87 €	4,91
	AUTRES (A,B,D,E,H,I,L,O,P,Q,R,S,T)	91 591 632,40 €	4,07
N	ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIVES ET DE SOUTIEN	72 869 470,69 €	3,23
#	ASSUJETTIS ETRANGERS SANS CODE NACE	31 857 305,00 €	1,41
	TOTAL	2 253 070 345,10 €	100,00



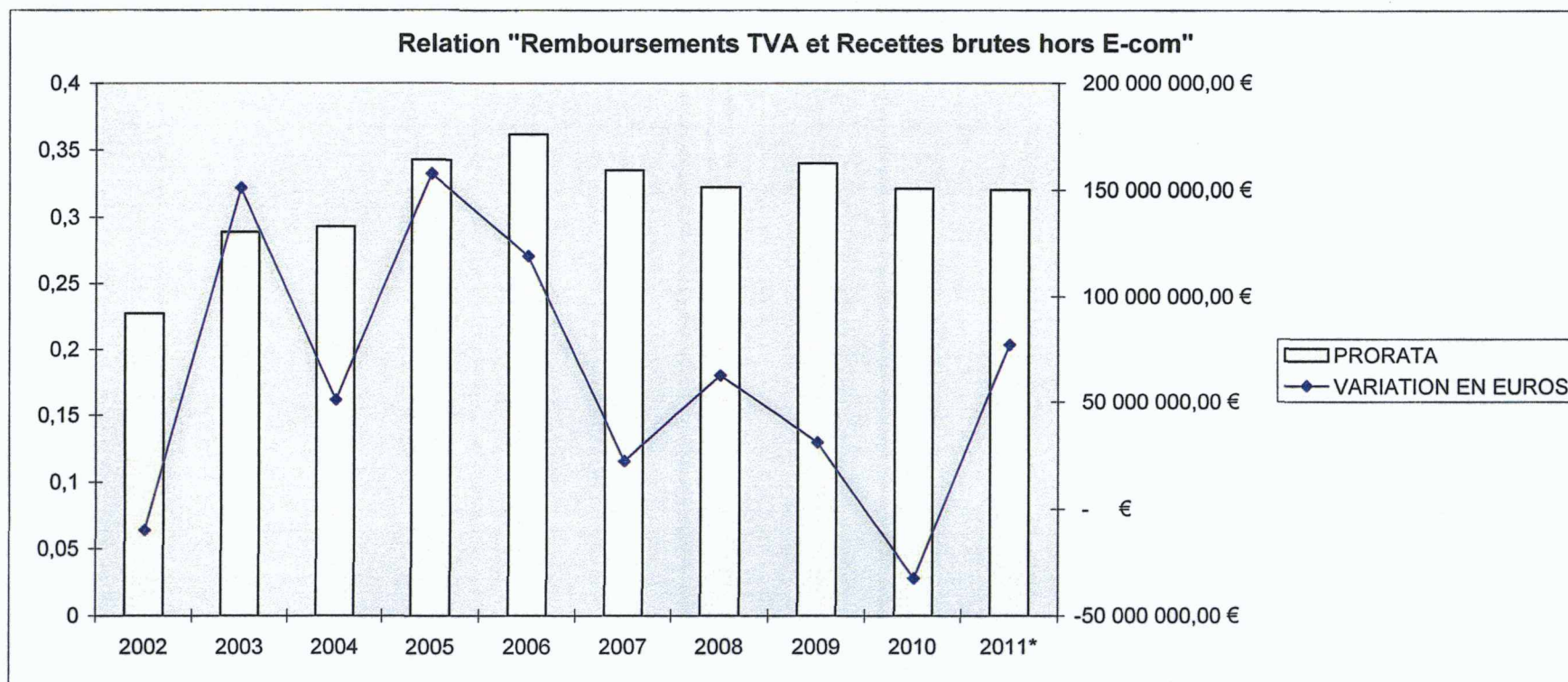
COMPARAISON DES 6 PRINCIPAUX SECTEURS POUR LA PERIODE 01.2011 - 09.2011 ET 01.2010 - 09.2010					
CODE NACE	NOMENCLATURE STATISTIQUE DETAIL (F G J K M V)	RECETTES TVA 01.2011 - 09.2011	RECETTES TVA 01.2010 - 09.2010	VARIATION EN EUROS	VARIATION EN %
F	CONSTRUCTION	163 366 679,20 €	151 754 060,48 €	11 612 618,72 €	7,65
41	Construction de bâtiments	22 151 909,14 €	12 465 500,35 €	9 686 408,79 €	77,71
42	Génie civil	22 677 968,58 €	23 141 315,70 €	-463 347,12 €	-2,00
43	Travaux de construction spécialisés	118 536 801,48 €	116 147 244,43 €	2 389 557,05 €	2,06
G	COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	725 262 639,81 €	677 066 794,11 €	48 195 845,70 €	7,12
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	171 483 940,60 €	163 139 202,09 €	8 344 738,51 €	5,12
46	Commerce de gros à l'exception de 45	379 482 482,79 €	342 616 231,30 €	36 866 251,49 €	10,76
47	Commerce de détail à l'exception de 45	174 296 216,42 €	171 311 360,72 €	2 984 855,70 €	1,74
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	110 728 175,87 €	101 806 859,95 €	8 921 315,92 €	8,76
58	Edition	12 097 745,33 €	13 066 626,33 €	-968 881,00 €	-7,41
59	Production de films, de vidéo, de programmes télévisés,.....	-697 847,56 €	-201 661,11 €	-496 186,45 €	-246,05
60	Programmation et diffusion	2 360 947,06 €	2 264 823,67 €	96 123,39 €	4,24
61	Télécommunication	35 558 356,50 €	37 993 870,56 €	-2 435 514,06 €	-6,41
62	Programmation, conseil et autres activités informatiques	54 070 887,82 €	42 321 642,59 €	11 749 245,23 €	27,76
63	Services d'information	7 338 086,72 €	6 361 557,91 €	976 528,81 €	15,35
K	ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	203 243 991,53 €	192 205 035,37 €	11 038 956,16 €	5,74
64	Activités des services financiers (Banques, Holdings/ Soparfi, OPC)	131 117 765,44 €	127 152 606,21 €	3 965 159,23 €	3,12
65	Assurance (Assurance, Réassurance, Caisses de retraite)	7 474 540,37 €	6 968 742,00 €	505 798,37 €	7,26
66	Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	64 651 685,72 €	58 083 687,16 €	6 567 998,56 €	11,31
M	ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	197 477 608,35 €	172 068 506,97 €	25 409 101,38 €	14,77
69	Activités juridiques et comptables	138 363 172,72 €	132 230 919,02 €	6 132 253,70 €	4,64
70	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	28 402 241,75 €	15 433 104,70 €	12 969 137,05 €	84,03
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	33 576 684,95 €	31 041 952,35 €	2 534 732,60 €	8,17
72	Recherche, développement scientifique	-14 048 829,31 €	-18 269 286,04 €	4 220 456,73 €	23,10
73	Publicité et études de marchés	7 318 352,66 €	6 833 642,85 €	484 709,81 €	7,09
74	Autres activités spécialisées (design, photographiques, traduction,...)	2 788 722,64 €	3 666 453,17 €	-877 730,53 €	-23,94
75	Activités vétérinaires	1 077 262,94 €	1 131 720,92 €	-54 457,98 €	-4,81
V	COMMERCE ELECTRONIQUE	400 853 283,28 €	293 561 241,49 €	107 292 041,79 €	36,55
100	Activités du commerce électronique	400 853 283,28	293 561 241,49 €	107 292 041,79 €	36,55
SOUS-TOTAL		1 800 932 378,04 €	1 588 462 498,37 €	212 469 879,67 €	13,38

MONTANTS REMBOURSEMENTS TVA 2007-2011 (résultats cumulés)					
	2007	2008	2009	2010	2011
janvier	47 722 878,84 €	72 741 130,24 €	57 865 569,62 €	61 612 094,22 €	53 720 766,00 €
février	104 604 524,40 €	139 577 644,38 €	137 925 566,75 €	118 252 471,22 €	133 753 717,48 €
mars	178 525 988,85 €	191 470 683,78 €	229 207 238,68 €	202 963 956,17 €	211 400 525,94 €
avril	238 589 126,04 €	194 516 856,36 €	352 086 622,58 €	285 987 943,67 €	295 757 381,35 €
mai	313 013 003,29 €	292 717 965,47 €	432 455 717,76 €	360 855 449,76 €	376 048 084,91 €
juin	385 323 452,33 €	370 031 599,70 €	498 184 390,17 €	435 842 945,06 €	443 678 935,10 €
juillet	468 448 427,54 €	474 874 667,51 €	580 273 519,15 €	513 733 429,14 €	552 658 432,84 €
août	592 426 115,43 €	553 644 479,44 €	680 163 670,19 €	653 983 403,77 €	657 372 692,58 €
septembre	660 147 927,64 €	597 146 285,28 €	735 057 757,32 €	749 712 972,25 €	764 716 582,40 €
octobre	754 476 424,75 €	753 611 733,52 €	811 782 362,48 €	844 297 042,51 €	
novembre	815 015 057,31 €	869 479 628,70 €	920 452 177,77 €	904 169 762,26 €	
décembre	923 960 116,45 €	986 638 525,89 €	1 017 820 302,89 €	985 328 135,81 €	



	TVA			VARIATION EN %		Prorata en % Remb./Rec.brutes hors E-COMMERCE
	Recettes brutes hors E-COMMERCE	Remboursements hors E-COMMERCE	Variation en euros	Rec. brutes hors E-COMMERCE	Remb. hors E-COM	
2002	1 856 799 299,91 €	422 414 592,26 €	-9 848 153,81 €	6,04	-2,28	0,227496096
2003	1 984 066 076,63 €	573 497 480,19 €	151 082 887,93 €	6,85	35,77	0,289051603
2004	2 130 839 339,71 €	624 617 584,90 €	51 120 104,71 €	7,40	8,91	0,293132182
2005	2 281 598 080,13 €	782 212 817,85 €	157 595 232,95 €	7,08	25,23	0,342835500
2006	2 492 696 415,17 €	901 456 537,13 €	119 243 719,28 €	9,25	15,24	0,361639120
2007	2 757 602 551,87 €	923 960 116,45 €	22 503 579,32 €	10,63	2,50	0,335059204
2008	3 059 542 433,28 €	986 638 525,89 €	62 678 409,44 €	10,95	6,78	0,322479112
2009	2 991 854 429,55 €	1 017 820 302,89 €	31 181 777,00 €	-2,21	3,16	0,340197134
2010	3 067 063 446,00 €	985 328 135,81 €	-32 492 167,08 €	2,51	-3,19	0,321261087
2011*	3 315 367 317,29 €	1 062 500 000,00 €	77 171 864,19 €	8,10	7,83	0,320477310

* estimation au 14/10/2011



STRUCTURE DU MONTANT DE TVA A RECOUVRER 2007-2011						
ANNEE	31 MARS 2007		31 MARS 2008		31 MARS 2009	
SITUATION des assujettis	NOMBRE	Montant TVA à recouvrer	NOMBRE	Montant TVA à recouvrer	NOMBRE	Montant TVA à recouvrer
en activité (AEA)	10 268	300 580 277,50 €	10 617	311 518 966,24 €	12 284	355 610 559,15 €
en cessation	2 419	227 796 526,38 €	2 636	226 192 300,60 €	3 093	266 718 187,13 €
en faillite	4 260	441 587 928,54 €	3 944	357 245 611,36 €	4 264	376 713 076,87 €
en gestion contrôlée	18	1 096 876,42 €	15	903 058,83 €	14	904 953,98 €
en liquidation amiable	8	128 446,37 €	6	58 731,24 €	10	90 846,11 €
en liquidation judiciaire	571	51 894 226,53 €	533	61 189 600,50 €	536	50 882 214,52 €
Total assujettis	17 544		17 751		20 201	
AEA / 47000/ 54000 / 57000	21,85%		19,66%		21,55%	
Total montant		1 023 084 281,74 €		957 108 268,77 €		1 050 919 837,76 €
dont irrécouvrable		722 504 004,24 €		645 589 302,53 €		695 309 278,61 €
Montant irrécouvrable en %		70,62%		67,45%		66,16%
Retard de recouvrement en mois*		1,33		1,23		1,26

* Montant à recouvrer AEA en T / Recette mensuelle brute moyenne en T-1 = retard en mois

ANNEE	31 MARS 2010		31 MARS 2011		05 OCTOBRE 2011	
SITUATION des assujettis	NOMBRE	Montant TVA à recouvrer	NOMBRE	Montant TVA à recouvrer	NOMBRE	Montant TVA à recouvrer
en activité (AEA)	13 444	347 356 641,74 €	14 430	364 927 026,70 €	16 473	314 687 174,35 €
en cessation	3 333	240 781 779,89 €	3 162	236 458 564,49 €	4 118	191 825 556,64 €
en faillite	4 424	398 101 790,20 €	4 116	362 645 728,95 €	4 508	419 814 962,84 €
en gestion contrôlée	14	886 977,04 €	15	3 825 780,38 €	20	3 765 999,87 €
en liquidation amiable	17	1 428 640,52 €	19	769 514,80 €	70	2 270 729,24 €
en liquidation judiciaire	528	35 061 504,29 €	480	30 920 308,38 €	645	70 113 898,26 €
Total assujettis	21 760		22 222		25 834	
AEA / 58250 / 60500	23,08%		23,85%		27,23%	
Total montant		1 023 617 333,68 €		999 546 923,70 €		1 002 478 321,20 €
dont irrécouvrable		676 260 691,94 €		634 619 897,00 €		687 791 146,85 €
Montant irrécouvrable en %		66,07%		63,49%		68,61%
Retard de recouvrement en mois*		1,23		1,26		1,09

* Montant à recouvrer AEA en T / Recette mensuelle brute moyenne en T-1 = retard en mois

STRUCTURE DES MONTANTS TVA A REMBOURSER DE 2007-2011						
ANNEE	31 MARS 2007		31 MARS 2008		31 MARS 2009	
Situation des assujettis	Nombre	Montant à rembourser	Nombre	Montant à rembourser	Nombre	Montant à rembourser
Assujettis en activité	17 238	404 716 541,48 €	19 479	433 799 348,89 €	21 611	559 601 382,63 €
en cessation	1 398	9 964 797,30 €	1 670	16 485 569,89 €	2 281	21 425 057,68 €
en faillite	32	104 018,88 €	42	142 854,09 €	121	567 479,70 €
en gestion contrôlée	0	- €	0	- €	2	620,67 €
en liquidation amiable	6	8 582,32 €	6	27 022,34 €	16	241 516,49 €
en liquidation judiciaire	5	54 175,55 €	12	61 504,03 €	44	405 966,50 €
Nombre total	18 679		21 209		24 075	
Montant total à rembourser		414 848 115,53 €		450 516 299,24 €		582 242 023,67 €
AEA / 47000 / 54000 / 57000	36,68%		39,28%		37,91%	
Retard de remboursement en mois*		5,52		5,85		7,08

*montant à rembourser / montant mensuel moyen remboursé T-1

ANNEE	31 MARS 2010		31 MARS 2011		05 OCTOBRE 2011	
Situation des assujettis	Nombre	Montant à rembourser	Nombre	Montant à rembourser	Nombre	Montant à rembourser
Assujettis en activité	21 304	534 912 106,78 €	22 036	486 372 493,47 €	21 406	499 192 859,19 €
en cessation	2 099	17 164 943,41 €	1 597	9 757 061,98 €	1 442	14 246 088,15 €
en faillite	132	717 339,02 €	128	651 597,24 €	0	- €
en gestion contrôlée	2	620,67 €	2	620,67 €	1	6 551,40 €
en liquidation amiable	35	391 300,62 €	14	208 784,50 €	0	- €
en liquidation judiciaire	41	122 367,79 €	40	112 217,73 €	3	3 741,50 €
Nombre total	23 613		23 817		22 852	
Montant total à rembourser		553 308 678,29 €		497 102 775,59 €		513 449 240,24 €
AEA / 58250 / 60500	36,60%		36,42%		35,38%	
Retard de remboursement en mois*		6,52		6,05		6,25

Remboursement Logement TVA*			
Année	Demandes introduites	Demandes traitées	Montant remboursé
2002	7 085	8 097	62 514 036,70 €
2003	8 158	7 796	82 882 954,54 €
2004	5 866	7 200	72 268 253,04 €
2005	4 278	7 099	53 411 156,28 €
2006	3 810	7 263	46 161 610,58 €
2007	3 825	4 877	29 942 244,66 €
2008	4 305	4 155	30 823 021,21 €
2009	4 008	4 012	27 395 038,18 €
2010	non disponible	non disponible	31 041 043,12 €
2011**	non disponible	non disponible	28 842 917,74 €
TOTAL 2002-2009/2011	41 335	50 499	465 282 276,05 €
TOTAL 1992-2009/2011	136 342	131 007	900 793 879,28 €

* Actuellement les dossiers du mois de janvier 2011 sont traités.

** au 30 septembre 2011

APPLICATION DIRECTE DU TAUX DE TVA 3%			
Année	Demandes traitées	Montant faveur fiscale*	Croissance annuelle
01/11/2002-31/12/2002	3 068	17 632 812,87 €	- €
2003	26 150	84 110 324,01 €	66 477 511,14 €
2004	34 558	111 938 682,95 €	27 828 358,94 €
2005	35 369	122 496 205,67 €	10 557 522,72 €
2006	39 554	133 730 033,38 €	11 233 827,71 €
2007	41 149	133 464 593,22 €	265 440,16 €
2008	44 160	140 191 147,78 €	6 726 554,56 €
2009	44 635	128 986 586,19 €	11 204 561,59 €
2010	47 006	161 336 479,18 €	32 349 892,99 €
2011**	37 028	141 586 104,47 €	
TOTAL	352 677	1 175 472 969,72 €	

*calculé sur base du montant de la demande augmenté de 10% et arrondi vers le haut (400839=>400900)

** au 30 septembre 2011

IMPACT FINANCIER GLOBAL 2002 - 2011			
Année	Montant de TVA remboursé	Montant faveur fiscale "application directe 3%"	TOTAL ANNUEL
2002*	62 514 036,70 €	17 632 812,87 €	80 146 849,57 €
2003	82 882 954,54 €	84 110 324,01 €	166 993 278,55 €
2004	72 268 253,04 €	111 938 682,95 €	184 206 935,99 €
2005	53 411 156,28 €	122 496 205,67 €	175 907 361,95 €
2006	46 161 610,58 €	133 730 033,38 €	179 891 643,96 €
2007	29 942 244,66 €	133 464 593,22 €	163 406 837,88 €
2008	30 823 020,63 €	140 191 147,78 €	171 014 168,41 €
2009	27 395 038,18 €	128 986 586,19 €	156 381 624,37 €
2010	31 041 043,12 €	161 336 479,18 €	192 377 522,30 €
2011**	28 842 917,74 €	141 586 104,47 €	170 429 022,21 €
TOTAL GLOBAL	465 282 275,47 €	1 175 472 969,72 €	1 640 755 245,19 €

*01/11/2002 - 31/12/2002 en ce qui concerne le montant de la faveur fiscale "application directe 3%"

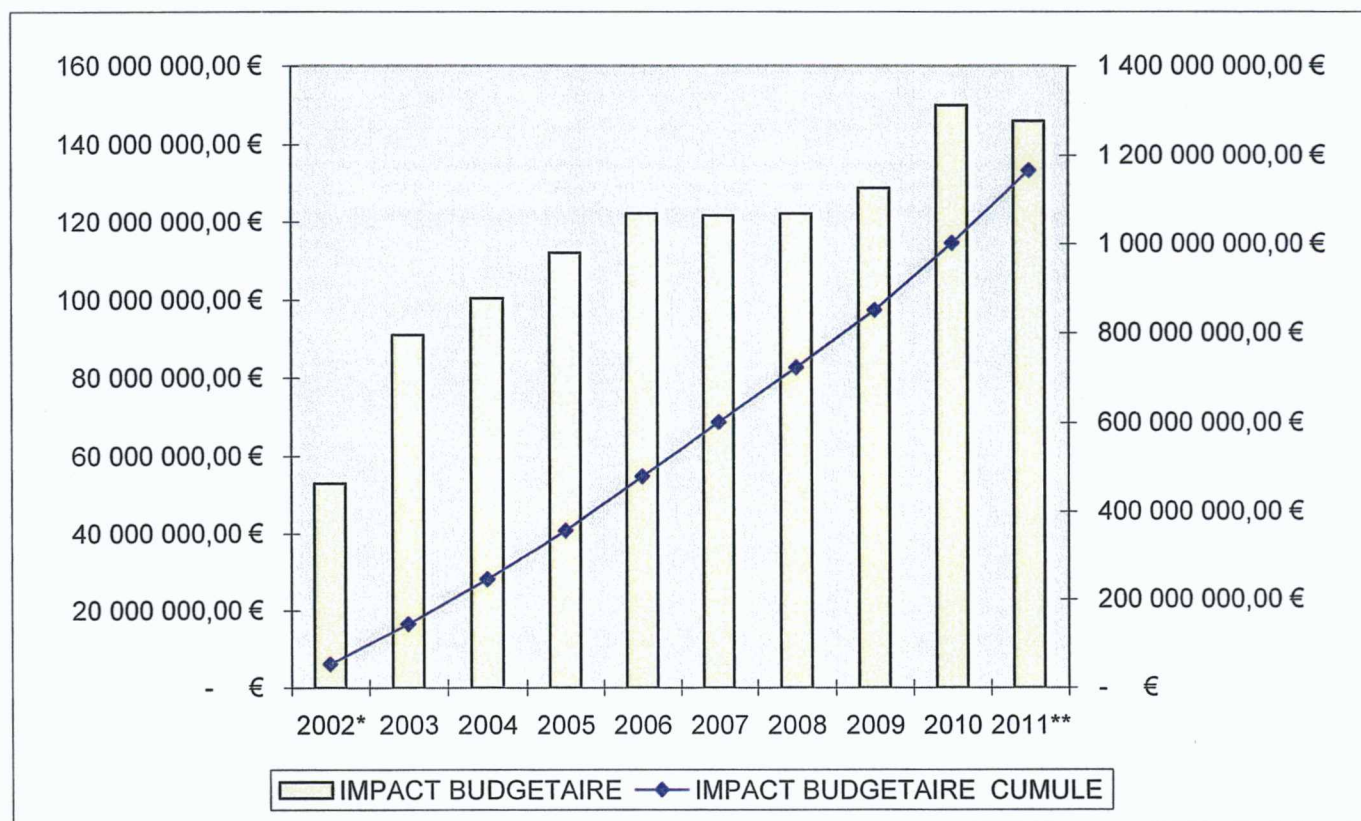
**au 30 septembre 2011.

**CREDIT D'IMPOT EN MATIERE D'ENREGISTREMENT ET D'HYPOTHEQUES
LOI DU 30 JUILLET 2002 TELLE QUE MODIFIEE**

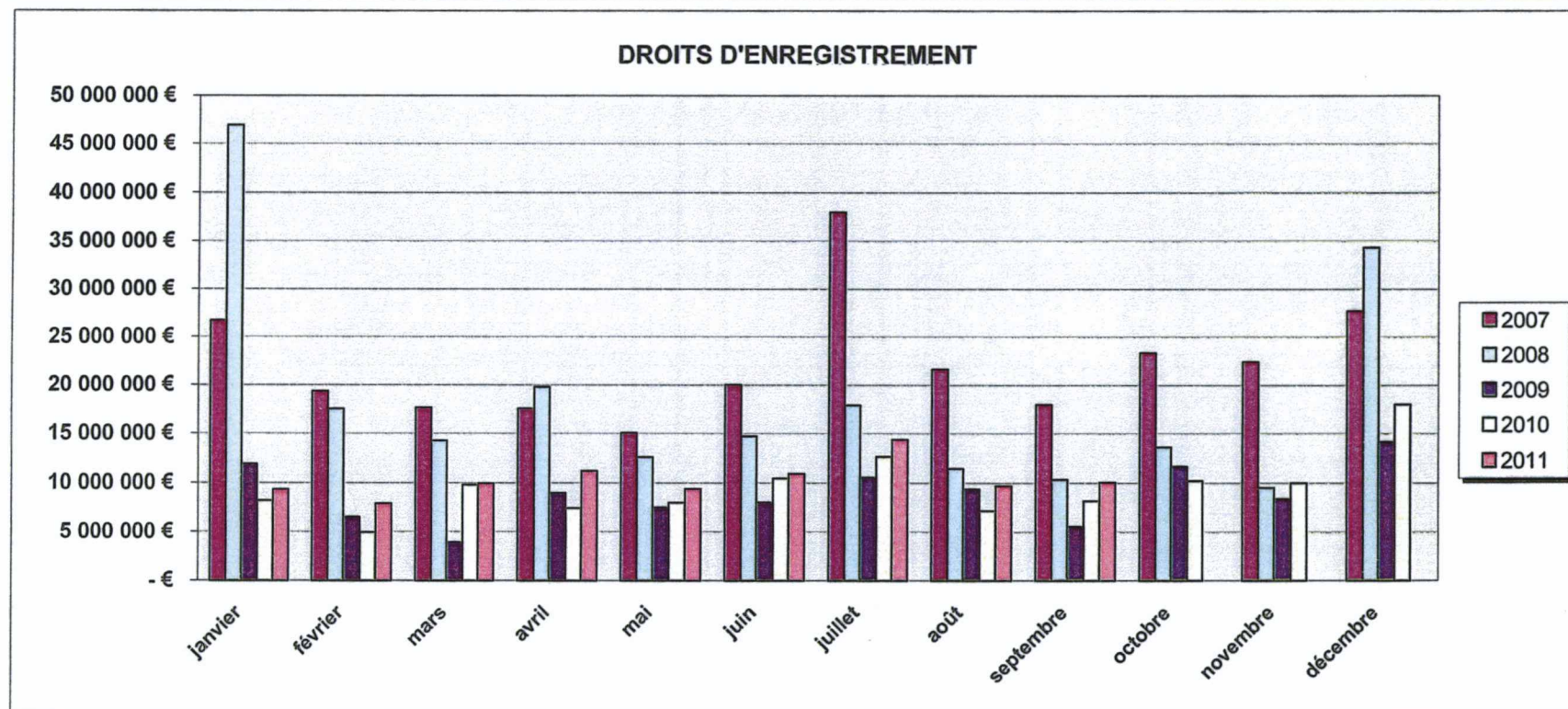
ANNEE	IMPACT BUDGETAIRE	IMPACT BUDGETAIRE CUMULE	NOMBRE D'INTERVENANTS	NOMBRE CUMULE D'INTERVENANTS
2002*	53 000 000,00 €	53 000 000,00 €	6400	6400
2003	91 000 000,00 €	144 000 000,00 €	10400	16800
2004	100 500 000,00 €	244 500 000,00 €	10400	27200
2005	112 061 042,00 €	356 561 042,00 €	10499	37699
2006	122 220 202,00 €	478 781 244,00 €	11541	49240
2007	139 308 941,69 €	618 090 185,69 €	11808	61048
2008	122 133 398,76 €	740 223 584,45 €	10509	71557
2009	128 705 949,77 €	868 929 534,22 €	10897	82454
2010	150 162 744,03 €	1 019 092 278,25 €	12580	95034
2011**	146 000 000,00 €	1 165 092 278,25 €	12230	107264

* pour la période du 17 mai 2002 au 31 décembre 2002

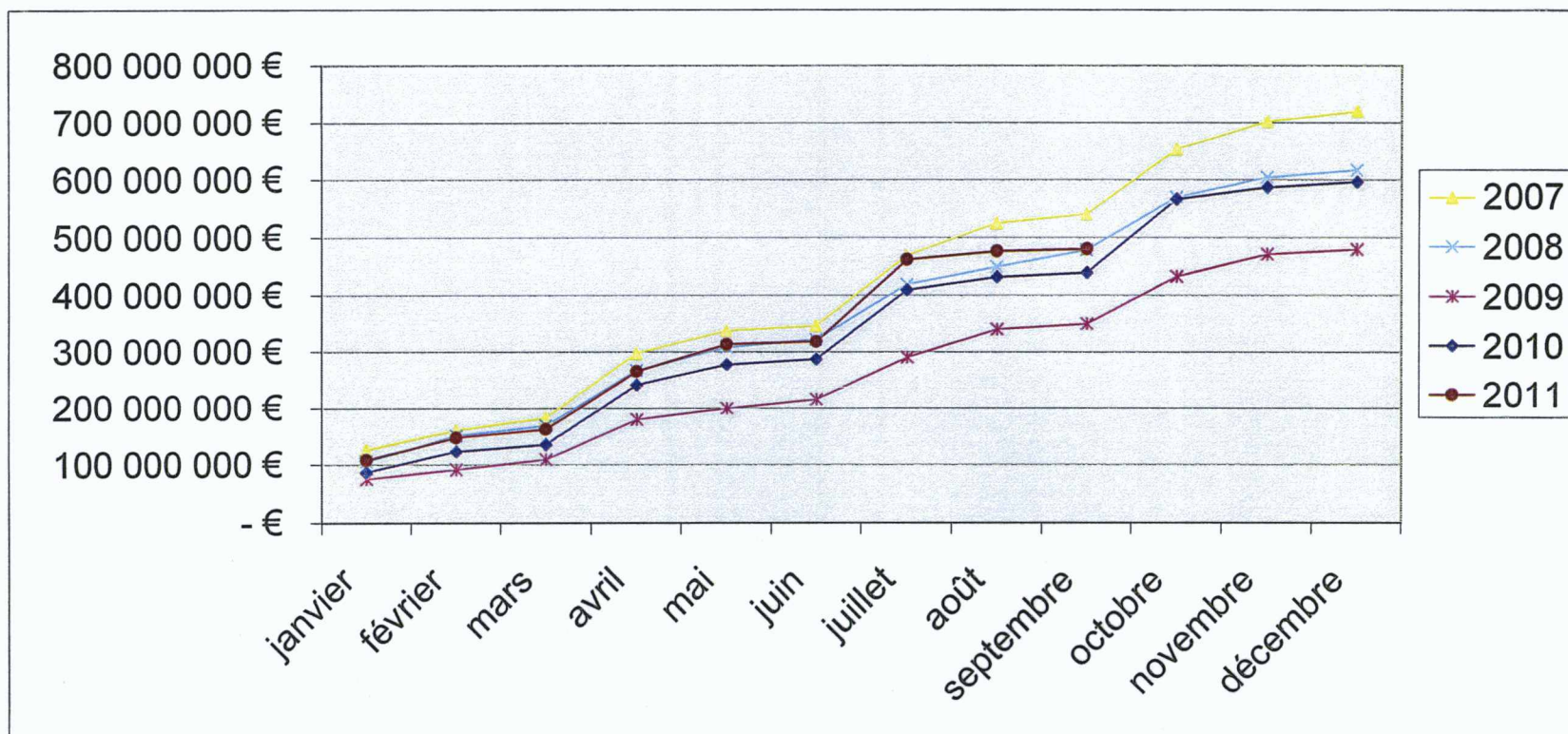
** estimation de l'AED pour l'exercice 2011



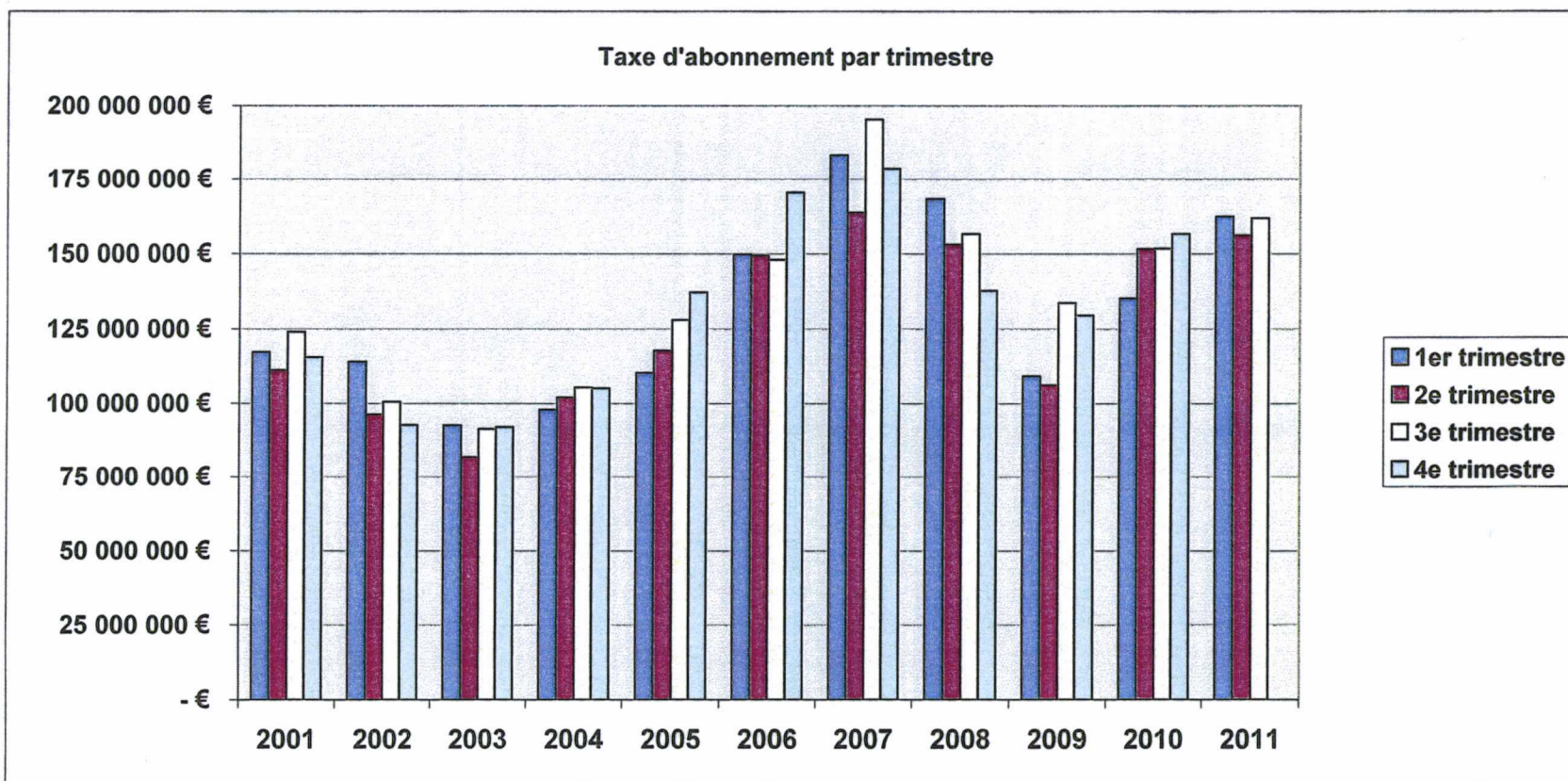
EVOLUTION MENSUELLE DES DROITS D'ENREGISTREMENT 2007 - 2011 (RESULTATS NON CUMULES)					
	2007	2008	2009	2010	2011
janvier	26 683 636,35 €	46 944 237,66 €	11 921 626,40 €	8 186 488,22 €	9 321 797,76 €
février	19 321 643,36 €	17 511 068,84 €	6 525 351,58 €	4 925 771,08 €	7 876 588,33 €
mars	17 642 650,08 €	14 258 003,49 €	3 895 141,54 €	9 791 921,46 €	9 954 009,38 €
avril	17 554 483,03 €	19 790 430,75 €	8 966 601,39 €	7 410 346,16 €	11 218 140,66 €
mai	15 050 207,75 €	12 596 670,56 €	7 495 292,23 €	7 960 954,36 €	9 402 504,78 €
juin	20 019 103,94 €	14 742 078,81 €	8 006 230,78 €	10 449 136,05 €	10 943 543,52 €
juillet	38 007 608,27 €	17 921 688,25 €	10 551 946,20 €	12 664 868,10 €	14 389 413,89 €
août	21 628 423,13 €	11 460 402,11 €	9 357 977,27 €	7 143 552,75 €	9 685 063,59 €
septembre	17 969 435,96 €	10 337 776,60 €	5 558 518,69 €	8 158 673,81 €	10 073 551,96 €
octobre	23 320 664,92 €	13 638 509,39 €	11 671 712,93 €	10 198 968,69 €	
novembre	22 421 881,96 €	9 517 546,64 €	8 373 922,06 €	9 986 060,29 €	
décembre	27 689 154,08 €	34 358 403,47 €	14 144 870,34 €	18 002 826,31 €	
TOTAL	267 308 892,83 €	223 076 816,57 €	106 469 191,41 €	114 879 567,28 €	92 864 613,87 €



TAXE D'ABONNEMENT - résultats cumulés					
	2007	2008	2009	2010	2011
janvier	127 070 030,98 €	105 054 392,24 €	75 607 982,16 €	86 826 581,22 €	108 201 348,55 €
février	161 591 201,37 €	150 094 943,56 €	91 531 399,39 €	123 374 529,35 €	147 779 953,50 €
mars	183 203 449,81 €	168 235 938,27 €	109 167 583,82 €	135 303 408,06 €	162 336 384,19 €
avril	297 868 180,79 €	266 474 848,83 €	179 620 411,79 €	241 495 398,09 €	265 414 831,85 €
mai	338 499 249,77 €	307 616 716,12 €	199 449 243,91 €	277 192 311,86 €	313 236 417,90 €
juin	346 872 850,87 €	321 259 481,90 €	215 299 251,85 €	286 840 749,20 €	318 393 982,14 €
juillet	470 774 018,31 €	418 464 217,99 €	289 945 719,32 €	408 849 746,89 €	462 184 940,32 €
août	526 756 676,53 €	449 033 649,09 €	339 717 799,02 €	431 406 651,97 €	476 583 739,58 €
septembre	542 219 850,88 €	477 836 709,90 €	349 075 157,67 €	438 573 769,84 €	480 270 127,04 €
octobre	653 890 604,84 €	569 041 176,22 €	431 747 443,82 €	566 260 703,33 €	
novembre	702 642 717,32 €	603 214 161,83 €	470 717 980,44 €	586 284 568,09 €	
décembre	720 828 931,06 €	615 643 065,78 €	478 694 840,67 €	595 154 425,82 €	



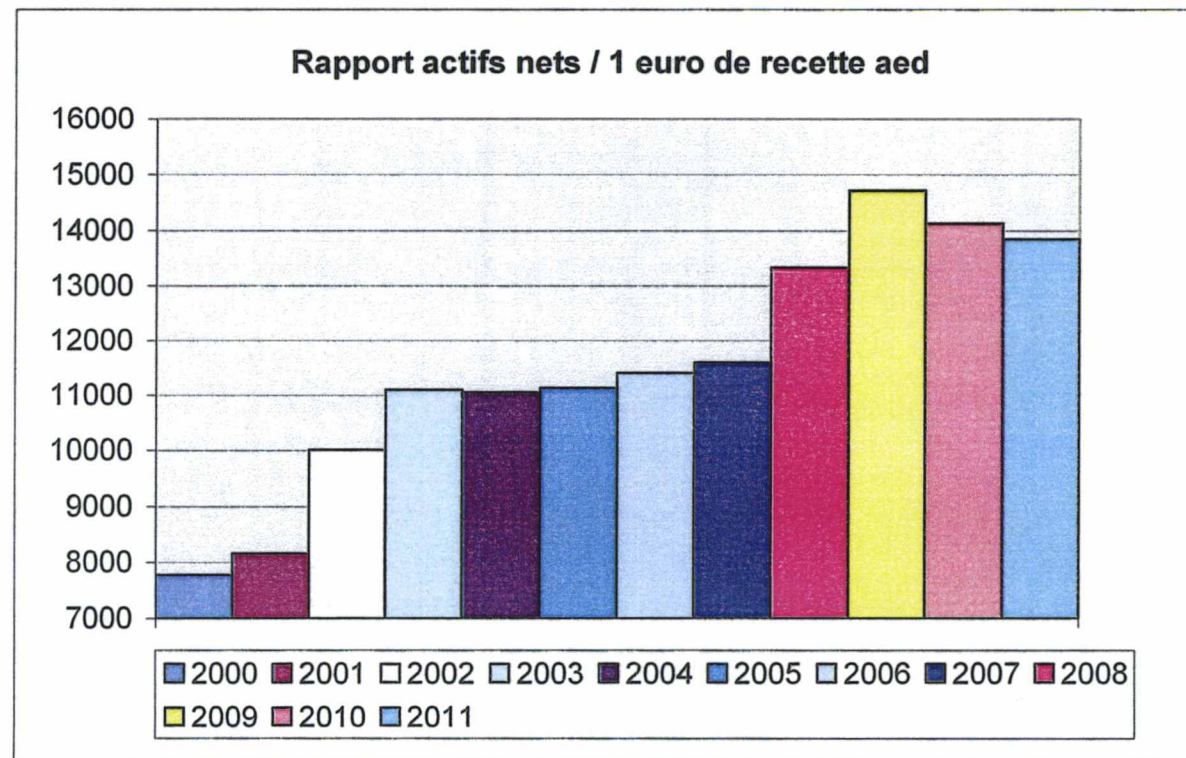
TAXE D'ABONNEMENT PAR TRIMESTRE					
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Total
2001	117 271 438,00 €	111 284 596,00 €	124 074 366,00 €	115 586 541,00 €	468 216 941,00 €
2002	114 103 588,00 €	96 224 158,00 €	100 560 975,00 €	92 672 202,00 €	403 560 923,00 €
2003	92 657 572,00 €	81 780 385,00 €	91 383 652,00 €	92 010 429,00 €	357 832 038,00 €
2004	97 847 285,00 €	102 066 396,00 €	105 501 350,00 €	105 154 493,00 €	410 569 524,00 €
2005	110 313 302,00 €	117 820 082,00 €	128 118 256,00 €	137 232 828,81 €	493 484 468,81 €
2006	149 751 506,61 €	149 385 709,22 €	148 077 069,28 €	170 431 474,67 €	617 645 759,78 €
2007	183 203 449,81 €	163 669 401,06 €	195 347 000,01 €	178 609 080,19 €	720 828 931,07 €
2008	168 235 938,27 €	153 023 543,63 €	156 577 228,00 €	137 806 355,88 €	615 643 065,78 €
2009	109 167 583,82 €	106 131 668,03 €	133 775 905,82 €	129 619 683,00 €	478 694 840,67 €
2010	135 303 408,06 €	151 537 341,14 €	151 733 020,64 €	156 580 655,98 €	595 154 425,82 €
2011	162 336 384,19 €	156 057 597,95 €	161 876 144,90 €		480 270 127,04 €



PRORATA "ACTIFS NETS DES OPC ET RECETTES TAXE D'ABONNEMENT"

ANNEE TRIMESTRE (T)	ACTIFS NETS EN MILLIONS (T-1)	DATE D' ECHEANCE (T-1)	PAIEMENTS TRIM. EN EUROS (T)	RAPPORT MOYEN ACTIFS NETS / UN EURO
2000/1	734 500 €	31.12.1999	95 258 337,00 €	7710,6112
2000/2	836 200 €	31.03.2000	106 731 556,00 €	7834,6089
2000/3	850 800 €	30.06.2000	113 941 353,00 €	7466,9993
2000/4	911 200 €	30.09.2000	112 893 750,00 €	8071,3060
2000	833 175 €		107 206 249,00 €	7770,8813
2001/1	874 600 €	31.12.2000	107 271 438,00 €	8153,1488
2001/2	862 700 €	31.03.2001	101 284 596,00 €	8517,5835
2001/3	918 400 €	30.06.2001	114 074 366,00 €	8050,8885
2001/4	835 600 €	30.09.2001	105 586 541,00 €	7913,8874
				8158,8771
2002/1	928 400 €	31.12.2001	104 103 588,00 €	8918,0404
2002/2	967 726 €	31.03.2002	86 224 159,00 €	11223,3742
2002/3	888 028 €	30.06.2002	90 560 976,00 €	9805,8572
2002/4	835 594 €	30.09.2002	82 614 009,17 €	10114,4347
				10015,4266
2003/1	844 508 €	31.12.2002	76 488 303,85 €	11041,0083
2003/2	823 936 €	31.03.2003	73 530 797,76 €	11205,3184
2003/3	876 552 €	30.06.2003	78 423 125,66 €	11177,2133
2003/4	916 417 €	30.09.2003	83 553 256,73 €	10968,0584
				11097,8996
2007/1	1 844 850 €	31.12.2006	172 662 975,70 €	10684,6879
2007/2	1 927 360 €	31.03.2007	154 126 673,08 €	12505,0386
2007/3	2 047 022 €	30.06.2007	183 571 158,88 €	11151,1090
2007/4	2 059 144 €	30.09.2007	170 996 196,81 €	12042,0456
				11595,7203
2008/1	2 059 395 €	31.12.2007	156 218 299,63 €	13182,8026
2008/2	1 895 445 €	31.03.2008	143 309 517,22 €	13226,2325
2008/3	1 902 092 €	30.06.2008	145 997 145,40 €	13028,2821
2008/4	1 796 696 €	30.09.2008	129 373 308,00 €	13887,6869
				13331,2510
2009/1	1 559 653 €	31.12.2008	99 916 720,40 €	15609,5296
2009/2	1 526 563 €	31.03.2009	99 501 622,68 €	15342,0915
2009/3	1 631 256 €	30.06.2009	120 756 149,10 €	13508,6785
2009/4	1 773 834 €	30.09.2009	123 192 958,34 €	14398,8262
total 2009			443 367 450,52 €	14714,7815
2010/1	1 840 993 €	31.12.2009	126 531 655,32 €	14549,6634
2010/2	1 980 538 €	31.03.2010	141 820 975,69 €	13965,0569
2010/3	2 010 637 €	30.06.2010	143 253 048,20 €	14035,5617
2010/4	2 083 740 €	30.09.2010	149 252 162,18 €	13961,2048
total 2010			560 857 841,39 €	14127,8717
2011/1	2 198 994 €	31.12.2010	157 530 962,80 €	13959,1225
2011/2	2 190 896 €	31.03.2011	152 514 361,07 €	14365,1784
2011/3	2 184 999 €	30.06.2011	157 850 205,92 €	13842,2309
2011/4		30.09.2011		
total 2011				

Année	Rapport moyen actifs nets / un euro	Variation en euros	Variation en %
2000	7770,88		
2001	8158,88	388,00	4,99
2002	10015,43	1856,55	22,75
2003	11097,90	1082,47	10,81
2004	11051,71	-46,19	-0,42
2005	11129,24	77,53	0,70
2006	11409,73	280,49	2,52
2007	11595,72	185,99	1,63
2008	13331,25	1735,53	14,97
2009	14714,78	1383,53	10,38
2010	14127,87	-586,91	-3,99
2011	13842,23	-285,64	-2,02



EVOLUTION DES DROITS DE SUCCESSION - résultats non cumulés					
ANNEE	2007	2008	2009	2010	2011*
MOIS					
1	4 038 493,85 €	4 179 845,38 €	4 634 436,22 €	4 700 197,95 €	8 787 943,16 €
2	1 130 951,88 €	3 903 662,38 €	3 228 383,52 €	2 584 760,53 €	3 893 118,03 €
3	4 426 801,79 €	6 979 784,07 €	2 849 162,72 €	4 124 328,29 €	4 247 333,36 €
4	3 278 388,64 €	4 156 565,39 €	2 557 598,81 €	3 579 032,17 €	1 745 046,87 €
5	3 182 757,80 €	4 796 789,38 €	8 305 408,71 €	2 746 753,78 €	2 892 840,38 €
6	4 605 551,51 €	7 046 532,17 €	4 622 312,68 €	2 604 865,75 €	2 323 414,03 €
7	6 077 581,96 €	2 944 460,83 €	5 078 587,49 €	3 339 921,91 €	2 771 755,86 €
8	3 203 189,95 €	5 426 774,47 €	5 850 654,61 €	3 312 722,03 €	2 831 464,97 €
9	2 128 383,86 €	3 866 197,95 €	2 232 439,66 €	6 004 025,36 €	5 277 237,91 €
10	2 820 536,81 €	3 799 242,20 €	4 986 889,78 €	5 356 706,32 €	
11	3 187 342,99 €	2 803 720,72 €	4 728 614,07 €	3 412 926,34 €	
12	8 328 629,43 €	2 966 993,88 €	3 194 601,66 €	4 308 989,99 €	
TOTAL	46 408 610,47 €	52 870 568,82 €	52 269 089,93 €	46 075 230,42 €	34 770 154,57 €

* au 30/09/2011

